

DOSSIER

Dossier

AKADEMISCHE FREIHEIT LIBERTÉ ACADÉMIQUE

- 22 **Vorschau**
Christian Weibel
- 23 **Liberté d'expression académique
et prises de parole publiques
des chercheuses et chercheurs**
Augustin Fragnière
- 27 **Die Glaubwürdigkeit von Wissenschaft
in Zeiten der Ökonomisierung**
Markus Müller
- 31 **Les mots de la liberté académique**
Didier Maillat
- 35 **Bildessay**
- 42 **Freiheit zur Reflexion
Akademisches Denken als Privileg
und Verpflichtung**
Ursula Ganz-Blättler
- 47 **Les facettes de la liberté académique
en Suisse**
Christian Weibel
- 52 **Pleds en retschertga**
Silvana Derungs
- 54 **After the defeat of PiS
Academic freedom in Poland is
heading for yet another turn**
Marta Bucholc

Akademische Freiheit – Konturen und Akzente

Christian Weibel

Akademische Freiheit ist ein signifikanter Wert für Hochschulen, der als Prüfstein die gesellschaftliche Bedeutung von Forschung und Lehre aufzeigen kann und insbesondere in Zeiten mit erhöhtem Friktionspotenzial zur Reflexion und zu Debatten anregt. In jüngster Zeit diskutieren Medienschaffende und Hochschulangehörige im In- und Ausland vermehrt darüber, wen und wovor sie schützt, wozu sie dient und wo ihre Grenzen liegen. Ein minimaler Konsens beruht auf dem Befund, dass aktuell Diskussionsbedarf besteht. Welche Beweggründe aber den wissenschaftlich und medial geführten Diskurs anstossen und welche Aspekte Aufmerksamkeit verdienen, darüber herrscht Dissens.

Meinungsvielfalt erhöht in einem Gespräch nicht nur den Erkenntnisgewinn, sondern bildet dafür eine unerlässliche Voraussetzung. John Stuart Mill 1859 betonte in «On the Liberty of Thought and Discussion», dass eine Mehrheit ebenso wenig über das Recht verfüge, eine einzelne Person zum Schweigen zu bringen, wie eine Minorität berechtigt wäre, wenn sie die Macht dazu hätte, die Mehrheit mundtot zu machen: «All silencing of discussion is an assumption of infallibility.» Damit klingt auch die Freiheit der Andersdenkenden an, die im Grunde recht haben könnten.

Eine Pluralität von Perspektiven war entsprechend bei der Auswahl der Autorinnen und Autoren leitend, die hier zur Diskussion beitragen. Das Dossier vereint Zugänge aus der Politischen Philosophie, Rechtswissenschaft und Linguistik sowie aus der Filmwissenschaft und Soziologie. Dabei werden unterschiedliche Fragen erörtert: Dürfen oder sollen sich Forschende in der Öffentlichkeit Gehör verschaffen? Welche Risiken birgt die Ökonomisierung von (Schweizer) Hochschulen? Und welchen Einfluss auf Forschung kann, am Beispiel von Polen, die Politik ausüben? Welche Rolle spielt Sprache für den Wissensaustausch und die Kulturvermittlung? Inwiefern ist akademisches Denken zugleich Pflicht und Privileg? Ästhetisch ergänzt werden die Beiträge von einem Bildessay, der im Spiel mit Unschärfe und Hell-Dunkel-Kontrasten feine Unterschiede und Konturen akzentuiert. Zu bestimmen, wo die Grenzen der akademischen Freiheit verlaufen und was sie für eine Gesellschaft bedeutet, bleibt eine fortwährende und mehrstimmige Auseinandersetzung, die sich kritisch und differenziert zu führen lohnt.

Liberté académique – contours et mises en relief

Traduction : Fabienne Jan

La liberté académique est une valeur significative pour les hautes écoles, qui peut servir de pierre de touche pour démontrer l'importance de la recherche et de l'enseignement pour la société et susciter la réflexion et le débat, en particulier à une époque où le potentiel de friction est particulièrement élevé. Ces derniers temps, les journalistes et les chercheurs et chercheuses, en Suisse comme à l'étranger, discutent de plus en plus de questions telles que : qui est-ce que la liberté académique protège et contre quoi ? À quoi sert-elle ? Où sont ses limites ? Un consensus minimal repose sur la constatation qu'il existe actuellement un besoin de discussion. Mais les raisons qui motivent le débat scientifique et médiatique ainsi que les aspects qui méritent l'attention font l'objet de désaccord.

Dans une discussion, la diversité des opinions non seulement augmente le gain de connaissances, mais elle constitue également la condition même de la discussion. John Stuart Mill, en 1859, soulignait dans On the Liberty of Thought and Discussion qu'une majorité n'avait pas davantage le droit de faire taire une seule personne qu'une minorité ne serait habilitée à réduire au silence la majorité, si elle en avait le pouvoir : « All silencing of discussion is an assumption of infallibility. » Cela fait également écho à la liberté de celles et ceux qui pensent différemment et qui, au fond, pourraient bien avoir raison.

Une pluralité de perspectives a donc guidé le choix des auteur-e-s qui contribuent ici à la discussion. Le dossier réunit des approches issues de la philosophie politique, du droit, de la linguistique, des études de cinéma ainsi que de la sociologie. Différentes questions sont abordées : les chercheuses et chercheurs peuvent-ils ou doivent-ils faire entendre leur voix dans le domaine public ? Quels sont les risques liés à l'économisation des hautes écoles (suisse) ? Et quelle influence la politique peut-elle exercer sur la recherche, en prenant l'exemple de la Pologne ? Quel rôle joue la langue dans l'échange de connaissances et la transmission de la culture ? Dans quelle mesure la pensée académique est-elle à la fois un devoir et un privilège ? Les contributions sont complétées par un recueil d'images qui, en jouant sur le flou et le clair-obscur, accentuent à la fois les différences et les contours subtils. Les questions de savoir où se situent les limites de la liberté académique et ce qu'elle signifie pour une société restent un débat permanent à plusieurs voix, qui mérite d'être mené de manière critique et différenciée.

Liberté d'expression académique et prises de parole publiques des chercheuses et chercheurs

Augustin Fragnière

Ces dernières années ont vu une recrudescence des prises de position publiques et autres formes d'engagement de la part des universitaires. Sur des thématiques aussi variées que la transition écologique, les questions d'équité de genre et de discrimination ou les problématiques sanitaires, des chercheuses et chercheurs participent activement au débat public et font part de leurs vues sur des problématiques sociales parfois controversées. Cela ne va bien sûr pas sans causer un certain nombre de réactions, à l'extérieur comme à l'intérieur du milieu académique, en particulier lorsque les prises de position déplaisent.

L'engagement des chercheuses et chercheurs n'est clairement pas un phénomène nouveau, mais face à certaines problématiques sociales ou environnementales jugées préoccupantes, le sentiment d'un devoir de participer activement aux débats de société ainsi que l'idée que cela fait partie des missions des métiers de la recherche semblent s'accroître dans la communauté académique. Une enquête menée à l'Université de Lausanne révèle par exemple que sur environ mille personnes interrogées, 68 % estiment que les chercheuses et chercheurs devraient plus s'engager dans le débat public que ce n'est le cas actuellement et 55 % estiment que c'est même leur devoir lorsque leur domaine de spécialisation est concerné¹.

Cela pose clairement la question du rôle des universitaires dans le débat public. Devraient-ils s'en tenir à transmettre de manière la plus factuelle possible leurs résultats de recherche ou le contenu de la littérature scientifique ? Peuvent-ils au contraire prendre position sur des questions morales, sociales ou politiques ? Doivent-ils se fonder uniquement sur leur expertise scientifique ou peuvent-ils également faire part de leurs opinions personnelles ? Ces questions possèdent un lien étroit avec les notions de liberté académique et de liberté d'expression générale, car ce sont notamment elles qui permettent de définir les modalités et les limites de la participation des chercheuses et chercheurs au débat public.

Liberté académique

Dans son acception la plus courante, et appliquée aux individus, la liberté académique se compose de trois dimensions essentielles : la *liberté de recherche*, la *liberté d'enseignement* et la *liberté d'expression académique* qui comprend la liberté de communiquer ses résultats de recherche et d'exprimer librement son point de vue en tant qu'experte, sur la base de ses activités académiques. Cette définition de la liberté académique en trois volets trouve son origine dans une déclaration de l'Association américaine des professeurs

1 Riedo (2021), pp. 22 et 28.



Prise de parole publique de Julia Steinberger, professeure à l'Université de Lausanne et militante politique, lors d'une assemblée citoyenne de lutte contre le réchauffement climatique, le mardi 10 octobre 2023 sur les marches de la place du Château à Lausanne.

d'université de 1915², puis elle a été reprise par diverses organisations internationales, notamment l'UNESCO et plus récemment l'UE dans sa Déclaration de Bonn³.

La troisième composante de la liberté académique donne donc une grande latitude aux universitaires, dans l'exercice de leurs fonctions, pour participer au débat public et prendre position, notamment sur des questions sociales ou politiques du point de vue de leur domaine de spécialisation. Elle a pour conséquence en particulier un devoir de réserve beaucoup plus réduit pour les universitaires que pour d'autres corps de la fonction publique. En effet, le devoir de réserve, qui impose aux fonctionnaires une certaine retenue afin d'éviter de nuire aux intérêts de l'État, est ici contrebalancé par la liberté d'expression académique qui inclut no-

tamment le droit à la critique des institutions universitaires et gouvernementales. Cet élément central a été confirmé à plusieurs reprises par la Cour européenne des droits de l'homme⁴.

Les limites à la liberté d'expression académique

Comme toute liberté, la liberté d'expression académique connaît toutefois un certain nombre de limites. Il convient à cet égard de commencer par la distinguer de la liberté d'expression générale qui est un droit humain fondamental dont jouit toute personne, du moins dans les démocraties libérales. Celle-ci connaît quelques limites légales, comme les discours de haine et les appels à la violence, mais reste très large dans son application, si bien qu'elle permet

2 <https://www.aaup.org/report/1940-statement-principles-academic-freedom-and-tenure#6>

3 https://www.bmbf.de/bmbf/shareddocs/downloads/files/_drp-efr-bonner_erklaerung_en_with-signatures_maerz_2021.pdf?__blob=publicationFile&v=1

4 Fragnière et al. (2022), p. 58.

à tout un chacun de diffuser librement ses idées et opinions personnelles quel que soit leur statut de véracité ou d'objectivité. Inventions, contre-vérités, actes de foi ou mauvaise foi, tout ou presque est permis (légalement si ce n'est moralement) sous le régime de la liberté d'expression générale.

La liberté d'expression académique, en revanche, est une liberté *spéciale* en ce qu'elle ne concerne qu'une catégorie particulière de la population, à savoir les personnes travaillant dans le domaine de la recherche et de l'enseignement dans les hautes écoles⁵. Cette protection particulière permet à ces personnes de s'acquitter de leurs missions dans les meilleures conditions, notamment la production de connaissances fiables et leur diffusion, sans être entravées par des obstacles d'ordre politique ou idéologique. Le corollaire de cette liberté spéciale est cependant qu'elle s'accompagne d'un certain nombre d'exigences liées aux normes de la recherche et de la vie académique⁶. Ces dernières se manifestent en pratique sous la forme de *règles de l'intégrité scientifique*, ainsi que par les *valeurs éthiques de la vie académique*, variables, mais dont certaines comme l'honnêteté intellectuelle et le respect du pluralisme des idées sont assez communément admises. Ces exigences définissent en quelque sorte un code de déontologie des métiers de la recherche qui impose des limites à l'usage par les universitaires de leur liberté d'expression académique. Une chercheuse ou un chercheur, de ce point de vue, possède une obligation éthique de respecter les normes du débat académique et de fonder au mieux ses propos sur les connaissances scientifiques ou sur sa propre expertise disciplinaire, lorsqu'elle ou il intervient dans le débat public.

Peut-on séparer le chercheur du citoyen ?

Une difficulté qui apparaît immédiatement à ce stade est que les chercheuses et chercheurs sont à la fois des universitaires bénéficiant de leur liberté d'expression académique et des citoyennes et citoyens bénéficiant de leur liberté d'expression générale. Peut-on séparer ces deux faces de l'identité des universitaires ? De quelle liberté devraient-ils et elles se prévaloir lors d'actions ou de prises de parole publiques ? On peut imaginer ici deux positions.

5 Beaud (2021), p. 48.

6 *Ibid.*, p. 49. À ce sujet, l'UNESCO précise par exemple que « le personnel enseignant de l'enseignement supérieur devrait reconnaître que l'exercice de ses droits s'accompagne de devoirs et responsabilités spécifiques, y compris l'obligation de respecter les libertés académiques des autres membres de la communauté universitaire et d'accepter la confrontation loyale des différents points de vue. Les libertés académiques ont pour corollaire le devoir de faire usage de ces libertés en respectant l'obligation faite à tout chercheur de fonder son travail sur la quête sincère de la vérité », UNESCO (1997), p. 68.

Zusammenfassung

Dieser Artikel untersucht das Verhältnis zwischen dem Begriff der akademischen Freiheit und der zunehmend bedeutenden Rolle von Forscherinnen und Forschern im öffentlichen Diskurs. Gestützt auf eine Unterscheidung zwischen allgemeiner und akademischer Meinungsäußerungsfreiheit wird dafür argumentiert, dass letztere Universitätsangehörigen einen grossen Spielraum für die öffentliche Äusserung ihrer Ansichten bietet, aber auch eine Reihe von berufsethischen Einschränkungen mit sich bringt. Best Practices in der öffentlichen Kommunikation hängen daher davon ab, ob bei Stellungnahmen eine wissenschaftliche oder staatsbürgerliche Rolle wahrgenommen wird und welche Annahmen man darüber trifft, ob diese beiden Aspekte der Identität von Forscherinnen und Forscher voneinander getrennt werden können oder nicht. Der Artikel spricht sich schliesslich für einen fallweisen Ansatz aus und betont die Notwendigkeit von Transparenz und Klarheit in Bezug auf den Status der Person, die Stellung bezieht, und die Art der konkreten Äusserungen.

La première part du principe qu'il est possible de séparer ces deux rôles, chercheur et citoyen, dans la pratique et dans les registres de discours qui les accompagnent. Dans un tel cas, lorsqu'une personne revêt sa casquette de chercheur ou chercheuse, elle est soumise aux règles de la liberté d'expression académique et aux limites déontologiques qui vont avec. Si elle intervient au contraire dans le débat public en tant que simple citoyenne ou citoyen, c'est la liberté d'expression générale qui prime et la prise de parole est alors beaucoup plus libre.

La difficulté avec cette position est qu'il n'est pas toujours aisé en pratique de bien séparer ces deux rôles, en particulier lorsque l'activité de recherche s'accompagne d'un engagement politique ou citoyen sur les mêmes thématiques. De même, les registres de discours ne peuvent pas toujours être clairement séparés et se situent plutôt sur un continuum qui irait du fait scientifique d'un côté à l'opinion personnelle de l'autre, en passant par une zone grise comprenant des affirmations appartenant à des degrés divers aux deux registres de discours (p. ex. affirmations fondées sur des évidences scientifiques mais sans consensus clair, opinions expertes, etc.). Dans tous les cas, l'enjeu consistera ici à respecter certaines bonnes pratiques en apportant les plus grandes transparence et clarté possible au sujet du rôle endossé et de la nature des propos tenus.

La seconde position part de l'idée qu'il n'est en pratique pas possible de séparer ainsi ces deux rôles, car ils font partie intégrante de l'identité d'une même personne et sont à ce point interdépendants qu'ils ne peuvent être différenciés l'un de l'autre de manière nette. Une chercheuse ou un chercheur choisit souvent ses sujets d'étude par passion, idéal ou intérêt personnel et les résultats de recherche influencent également en retour sa vision du monde et ses opinions personnelles. Les scientifiques ne cessent pas d'être citoyen·ne·s lorsqu'ils et elles franchissent les portes de leur bureau, et restent des scientifiques de formation même dans leurs activités non professionnelles. Une telle position complique singulièrement les choses en matière de liberté d'expression lors de prises de parole publiques, puisqu'il est par définition impossible de séparer le chercheur du citoyen. L'Association américaine des professeurs d'université, par exemple, suggère dans sa déclaration déjà mentionnée que les universitaires sont soumis·es à des « obligations spéciales », même lorsqu'ils et elles s'expriment en tant que citoyen·ne·s. Les scientifiques doivent ainsi veiller « en tout temps à être précis, faire preuve d'une retenue appropriée, respecter les opinions d'autrui »⁷. La logique sous-jacente est ici que, les universitaires ne pouvant se défaire de cette partie de leur identité ni intérieurement ni surtout au regard du public, c'est la norme la plus contraignante qui s'applique. Cela suppose toutefois d'admettre que cette partie de la population voit l'exercice de l'un de ses droits fondamentaux, le droit à la liberté d'expression générale, partiellement réduit en raison de son appartenance à une profession particulière, ce qui ne va pas sans poser quelques difficultés.

Accepter la complexité et juger au cas par cas

La relation entre liberté d'expression académique et liberté d'expression générale est donc complexe et l'équilibre entre les deux est parfois difficile à trouver. Cette relation est au cœur des débats et controverses au sujet des prises de parole publiques, de l'engagement et parfois même du militantisme des chercheuses et chercheurs. Elle recoupe des enjeux à la fois d'éthique, de communication, de perception de la science par le grand public et de rôle du monde académique dans le débat de société. La manière la plus appropriée d'agir et de communiquer dans l'espace public ne peut toutefois être jugée qu'à l'aune de plusieurs éléments tels que notamment le contexte de la prise de parole, la manière dont la personne se présente ou est présentée, la présence ou non d'une expertise académique sur le sujet traité ou encore la personnalité publique de l'universitaire qui parle. Vouloir établir des règles trop précises en amont des prises de parole s'avérerait par conséquent particulièrement difficile et contraire à l'esprit du concept de liberté académique. C'est donc en premier lieu à chaque individu de

juger pour lui-même ce qui dans chaque situation lui paraît le plus approprié. Si l'on ne peut pas toujours séparer parfaitement les rôles et les registres de discours, faire preuve de la plus grande clarté possible à ce sujet est à n'en pas douter un idéal vers lequel il convient de tendre et une exigence déontologique somme toute assez mesurée au regard de la grande liberté offerte par le statut d'universitaire.

Références

- Beaud, Olivier (2021) : Le savoir en danger. Menaces sur la liberté académique, PUF.
- Fragnière, Augustin et al. (2022) : L'engagement public des universitaires : entre liberté académique et déontologie professionnelle, Université de Lausanne.
- Riedo, Gisana et al. (2021) : Enquête sur l'engagement citoyen auprès des chercheurs et chercheuses de l'UNIL. Rapport final, FORS.
- UNESCO (1997) : Recommandation de l'UNESCO concernant la condition du personnel enseignant de l'enseignement supérieur, UNESCO / Earthscan.

DOI

<https://doi.org/10.5281/zenodo.10256246>

L'auteur

Augustin Fragnière est directeur adjoint du Centre de compétences en durabilité de l'Université de Lausanne. Docteur en philosophie politique et sciences de l'environnement, il s'intéresse aux enjeux éthiques et politiques des problèmes environnementaux globaux. Ses réflexions portent également sur les questions de liberté individuelle face aux enjeux de la transition écologique. Il a notamment coordonné les travaux d'une commission sur l'engagement public des universitaires et publié un rapport à ce sujet.



⁷ <https://www.aaup.org/report/1940-statement-principles-academic-freedom-and-tenure#6>

Die Glaubwürdigkeit von Wissenschaft in Zeiten der Ökonomisierung

Markus Müller

Wissenschaftliche Erkenntnisse prägen unser Zusammenleben massgeblich. Eine zunehmende Ökonomisierung der Forschung birgt allerdings Gefahren für den Wert und die Akzeptanz von Wissenschaft. Wenn privat finanzierte Forschung den Anschein erweckt, instrumentalisiert zu sein, droht ein Glaubwürdigkeitsverlust. Um Hochschulen als freie Forschungsstätten zu erhalten und zu stärken, brauchen wir Regeln für die Kooperationen zwischen Wirtschaft und Wissenschaft.

Die akademische Freiheit ist als Norm unbestritten. So unbestritten wie die Religionsfreiheit, das Diskriminierungsverbot, die Menschenwürde, das Verhältnismässigkeitsprinzip und viele andere Errungenschaften des modernen Rechtsstaats. Grosse Worte und starke Werte werden – solange wir im Abstrakten bleiben – selten angefochten. Wer möchte sich schon gegen grundlegende zivilisatorische Fortschritte stellen. «Die Universität bekennt sich zur Freiheit von Lehre und Forschung.» So oder ähnlich hört man es denn auch tausendfach in akademischen Reden und findet es niedergeschrieben in unzähligen Erlassen, Leitbildern, Statuten und anderen Dokumenten von Schweizer Hochschulen.

Dieses unüberhörbare Bekenntnis zur akademischen Freiheit erfolgt nicht nur freiwillig. Das geltende Recht, zuallererst Artikel 20 der Bundesverfassung («Wissenschaftsfreiheit»), erklärt sie explizit zum geschützten Rechtsgut. Dies bedeutet, dass alle staatlichen Behörden – an vorderster Front die Hochschulleitungen – verpflichtet sind, für die Gesellschaft Orte des freien Denkens, Forschens und Lehrens zu schaffen und zu bewahren. Denn was wir essen und trinken, welche Medikamente wir nehmen, wie wir uns von A nach B bewegen, diese und viele weitere Entscheidungen machen wir wesentlich von Erkenntnissen der wissenschaftlichen Forschung abhängig. Insbesondere auch in Krisenzeiten, wo es an Gewissheiten fehlt, wo Fake News grassieren und Verschwörungstheorien ihren Nährboden finden, ist das Bedürfnis nach einer integren, unabhängigen und verlässlichen Wissenschaft gross. Es geht dann nicht in erster Linie

darum, von ihr den «schnellsten» Weg aus der Krise zu erfahren (häufig verfügt sie auch gar nicht über das entsprechende Wissen); wichtiger ist vielmehr ihre unterstützende Rolle, die im Wesentlichen darin besteht, mittels einschlägiger Informationen, Einordnungen und Prognosen in Gesellschaft und Politik aufklärend, beratend und bestenfalls beruhigend zu wirken. Diese Rolle vermag die Wissenschaft nur zu erfüllen, wenn sie sich in grösstmöglicher Freiheit entfalten kann. Besteht der geringste Verdacht, dass einzelne ihrer Exponenten von einer Interessengruppierung oder einem Wirtschaftsunternehmen «gekauft» sind, schadet das ihrer Glaubwürdigkeit und leistet überdies verschwörungstheoretischen Narrativen Vorschub. Diese beziehen sich oftmals nicht nur auf einzelne Personen oder Institute, sondern zuweilen auf den ganzen Wissenschaftsbetrieb.

Ökonomisierung der Wissenschaft als Quelle von Abhängigkeiten

Die Wissenschaftsfreiheit ist mannigfachen Bedrohungen ausgesetzt. Eine der grössten liegt in der Ökonomisierung.¹ Diese zwingt dem Staat und seinen Bildungseinrichtungen unter dem prägenden Einfluss der Theorie des New Public Managements seit nunmehr drei Jahrzehnten eine neue Logik und Kultur auf. Die Hochschulleitungen verstehen ihre Institutionen heute denn auch zunehmend als «Unternehmen», die sich in einem kompetitiven Umfeld behaupten müssen. Aufgrund der hoch gesteckten Ziele (wie «Weltspitze» oder «Exzellenz») haben sich der Bedarf nach Drittmitteln erhöht und die Suche nach (privaten) Geldern entsprechend intensiviert. Der Bundesgesetzgeber setzt zudem zusätzliche Anreize: In Artikel 51 Absatz 3 des Hochschulförderungsgesetzes (HFKG) macht er die Höhe der staatlichen Fördergelder davon abhängig, wie viele Drittmittel kantonale Hochschulen selbst einwerben.

Geld und Abhängigkeit treten häufig paarweise auf. Das bedeutet nicht, dass jede Spende, jedes Geldgeschenk die akademische Freiheit bedroht. Die Warnlampe muss aber dann aufleuchten, wenn ein privater «Sponsor», insbesondere ein Wirtschaftsunternehmen, eine Forschungseinrichtung (wie einen Lehrstuhl oder ein Forschungszentrum) aus potenziell eigenen (wirtschaftlichen) Interessen finanziert. Paradigmatisch für eine solche Konstellation steht das «UBS Center for Economics in Society», welches die UBS im Jahr 2012 aus Anlass ihres 150-jährigen Bestehens der Universität Zürich geschenkt hat. Gesamtsumme 100 Millionen Franken. Das «UBS Center» – das zeigt schon sein Name – steht der Geldgeberin nahe. Ein Blick in die einschlägige Vereinbarung, die

1 Unter «Ökonomisierung» wird hier der zunehmende Einfluss des ökonomischen Denkens und wichtiger ökonomischer Prinzipien (insbesondere Effizienz- oder Wirtschaftlichkeitsprinzip, Marktprinzip und Wettbewerbsprinzip) verstanden.

erst nach langwierigen Rechtsstreitigkeiten offengelegt wurde, bestätigt diesen Eindruck. Die damals geäusserten Befürchtungen, die künftige Forschung des Centers könnte von der Bank und ihren Interessen beeinflusst und möglicherweise sogar gezielt instrumentalisiert werden, wurden von den Verantwortlichen allerdings von Beginn weg in den Wind geschlagen. Nach einigen Jahren Forschungsbetrieb konnte der Direktor des UBS Centers gar vollends beschwichtigen: «Wir haben hier die völlig uneingeschränkte Forschungsfreiheit. So habe ich zum Beispiel selbst bankenkritische Studien publiziert.»² Wo also liegt das Problem?



Protest im April 2012 gegen das Engagement der UBS an der Universität Zürich. Das UBS Center for Economics in Society – aufgrund der «grosszügigen Spende» nach der Stifterin benannt – wurde von der Bank anlässlich ihres 150-jährigen Jubiläums gegründet und ist am Institut für Volkswirtschaftslehre assoziiert.

Résumé

La liberté académique revêt une importance existentielle pour le grand public. Nous nous référons toutes et tous à la science dans nombre de nos choix de vie et nous avons confiance dans le fait qu'elle parvienne à ses conclusions de manière libre et indépendante. Afin de garantir cela, le droit en vigueur déclare explicitement que la liberté de la science est un bien juridique protégé, ce qui oblige l'ensemble des pouvoirs publics à veiller au respect des conditions-cadres correspondantes. Cependant, à l'heure de l'économisation, la liberté académique se voit de plus en plus mise sous pression, car les hautes écoles sont tenues de s'affirmer dans un environnement compétitif et coûteux. Le soutien financier de l'État étant limité, les sources de financement privées sont de plus en plus convoitées. La recherche court ainsi le risque d'être exposée à la sphère d'influence des donatrices et donateurs privés, ce qui fait peser sur ses résultats et les personnes impliquées le soupçon d'être « achetés ». Ce doute est suffisant pour nuire durablement à la crédibilité de la science. Il est donc urgent d'établir des règles uniformes qui définissent où se situe la ligne rouge dans la coopération entre la science et l'économie.

«Free science should manifestly and undoubtedly be seen to be done»

So einfach ist die Sache mit der Unabhängigkeit von Forschung und Lehre freilich nicht. Nehmen wir zum Vergleich die Garantie der richterlichen Unabhängigkeit – für viele die Krönung des Rechtsstaats. Danach müssen Gerichte unabhängig und allein dem Recht verpflichtet arbeiten (Artikel 191 litera c Bundesverfassung). Da interessiert es wenig, ob eine Richterin sich selbst als willens und fähig erachtet, in einer Streitsache unbefangen zu entscheiden, obwohl eine ihr nahestehende Person Streitpartei ist. Massgebend ist der äussere Anschein. Dieser ist auch für die akademische Freiheit der entscheidende Indikator. Die «innere» und damit «wirkliche» Unabhängigkeit einer Forscherin lässt sich ebenso wenig wie diejenige eines Richters mit letzter Sicherheit feststellen. Es muss deshalb darum gehen, jeden Anschein der Beeinflussung und Befangenheit zu vermeiden. Dies in der berechtigten Hoffnung, dass sich hinter einem intakten Schein ein ebenso intaktes Sein verbirgt. In freier Anlehnung an ein bekanntes, auf die Justiz bezogenes Diktum gilt daher auch für die Wissenschaft: «Free science should not only be done, but should manifestly and undoubtedly be seen to be done.»

² NZZ am Sonntag vom 4.7.2020.

Zurück zum erwähnten «Deal» zwischen der UBS und der Universität Zürich: Ihm ist anfänglich aus der Öffentlichkeit sowie aus dem Kreise der Wissenschaft heftige Kritik erwachsen.³ Diese konnte in der Folge die Sensibilität für die Risiken des Sponsorings etwas erhöhen; ein grundlegendes Umdenken vermochte sie allerdings nicht zu bewirken. Viele sehen im privaten Hochschulsponsoring nach wie vor keine nennenswerte Gefahr für die akademische Freiheit oder wollen diese nicht sehen. In den letzten Jahren ist es jedenfalls zu weiteren Kooperationen zwischen Wissenschaft und Wirtschaft gekommen, die unter dem Gesichtswinkel der akademischen Freiheit durchaus problematische Züge aufweisen. Hier zur Illustration nur zwei Beispiele:

- Die Familie Larsson-Rosenquist Stiftung hat im Jahr 2015 an der Medizinischen Fakultät der Universität Zürich einen Lehrstuhl zur Erforschung der positiven Wirkung des Stillens ermöglicht. Kostenpunkt 20 Millionen Franken. Wichtig zu wissen: Die Stiftung besitzt eine global tätige Firma (Medela), die Milchpumpen und Stillzubehör herstellt. Die Universität Zürich sah darin indes keinen Anlass zur Sorge. Sie liess in der Folge die finanzielle Quelle auch nicht versiegen, sondern nahm schon wenige Jahre später (2018) von derselben Stiftung weitere zehn Millionen Franken entgegen. Mit ihnen wurde an der Wirtschaftswissenschaftlichen Fakultät ein neues Forschungszentrum «für die Ökonomik der Kinder- und Jugendentwicklung mit einem Schwerpunkt auf Stillen» gegründet.⁴
- Im Juni 2021 ging die damalige Credit Suisse mit der Universität St. Gallen (HSG) eine strategische Partnerschaft ein. In deren Rahmen versprach die Bank, der HSG innerhalb von zehn Jahren 20 Millionen Franken zu zahlen, von denen zehn Millionen für den Start eines neuen Forschungszentrums (des «Center for Financial Services Innovation») und den Aufbau mehrerer Professuren eingesetzt werden sollten. Als Bundesrätin Keller-Sutter im Frühling 2023 dem akademischen Direktor dieses Centers den Auftrag erteilte, die Umstände des Niedergangs der Credit Suisse aufzuarbeiten, wurde dessen zweifelhafte Unabhängigkeit kritisiert. Diesem Einwand wurde seitens des Eidgenössischen Finanzdepartements (EFD) mit dem etwas unbeholfenen Argument begegnet, dass es sich beim fraglichen Gutachten ja lediglich um einen Teil der gesamten Analyse handle.



Die 2021 gewährte finanzielle Zuwendung der Credit Suisse von 20 Millionen Franken innerhalb von zehn Jahren habe nach offiziellen Angaben keinen Einfluss auf die Unabhängigkeit der Universität St. Gallen. Die strategische Partnerschaft macht Credit Suisse zur Campus-Bank und zur Namensgeberin eines Gebäudes.

Aus der jüngeren Vergangenheit liessen sich zahlreiche weitere Beispiele anführen.⁵ Sie alle zeigen: An einem tieferen Verständnis für die im Zusammenhang mit der akademischen Freiheit relevante «Anscheinsproblematik» fehlt es nach wie vor weithin. Nur so lässt sich erklären, dass jede Mitteilung einer neuen «Partnerschaft» zwischen Wissenschaft und Wirtschaft in stereotypischer Manier von der Bekräftigung begleitet wird, die Lehr- und Forschungsfreiheit sei in den jeweiligen Kooperationsverträgen explizit garantiert. Ein durchaus untaugliches Argument, denn die schützende Kraft eines Vertrags ist beschränkt. Papier ist bekanntlich geduldig. Beeinträchtigungen der «inneren» Unabhängigkeit der Forschung und Lehre lassen sich durch Vertragsklauseln ebenso wenig verhindern wie durch die mehrfache Verankerung der akademischen Freiheit in Verfassungs- und Gesetzestexten. Beeinflussungen bahnen sich ihren Weg ins Unbewusste der Persönlichkeit der jeweiligen Forscherinnen und Forscher. Und dem ist weder mit schriftlichen noch mit mündlichen Beteuerungen der Unabhängigkeit beizukommen. Psychologie und Neurowissenschaften haben die Illusion, dass der (vernünftige) Mensch seine aus dem «Innern» kommenden Im-

5 Im Dezember 2023 wurde eine mehrere 100 Millionen schwere Partnerschaft der ETH Zürich mit der deutschen Dieter Schwarz Stiftung bekanntgegeben. Es geht um die Finanzierung von 20 Professuren im Bereich der Forschung zur künstlichen Intelligenz. Die Dieter Schwarz Stiftung wird von der Schwarz Gruppe alimentiert, die verschiedene Unternehmen vereint, darunter solche, die im Digitalisierungs- und KI-Markt aktiv sind. Das Geld für die KI-Forschung kommt somit nicht von einer selbstlosen philanthropischen Stiftung, sondern mittelbar von Wirtschaftsakteuren, die im Forschungsbereich potenziell eigene wirtschaftliche Interessen verfolgen.

3 Vgl. www.zuercher-appell.ch

4 www.news.uzh.ch/de/articles/2018/stillen-lehrstuhl.html

pulse weitgehend unter Kontrolle hätte oder zu bringen wüsste, längst begraben. Das menschliche Wahrnehmen, Fühlen, Denken und Handeln wird zu rund 90 Prozent vom Unbewussten gesteuert. Diese Erkenntnis ist auch den «Donatorinnen und Donatoren» nicht ganz fremd. Viele dürften sogar darauf hoffen, dass ihnen ihr finanzielles Engagement dank der Wirkkraft des Unbewussten dereinst zum Vorteil gereichen wird. Ganz nach dem Sprichwort: «Wes Brot ich ess, des Lied ich sing.» Und der Allgemeinheit ist dieses Hörigkeitsverhältnis als allgemeine Lebenserfahrung sowieso bestens bekannt. Ihr genügt deshalb bereits jeder Anschein von Abhängigkeit, um die Integrität und Glaubwürdigkeit einer Forscherin oder eines Forschers – oder gar eines ganzen Forschungszentrums – in Zweifel zu ziehen.

Drittmittel ja, aber nicht auf Kosten der Glaubwürdigkeit

Die Gefahren der privaten Forschungsfinanzierung nehmen viele erst wahr, wenn der Schaden bereits angerichtet ist. Beispielsweise wenn sich bei einer gesellschaftlich hoch umstrittenen Frage aufgrund des Anscheins der Befangenheit keine geeigneten Expertinnen oder Experten finden lassen. Man kann diesen Anschein zwar auch einfach ignorieren, wie es das EFD im Zusammenhang mit der erwähnten Aufarbeitung des CS-Niedergangs getan hat. Alles in allem ist dies aber eine schlechte und für den gesamten Wissenschaftsbereich schädliche Strategie. Das kollektive Gedächtnis vergisst solche Vorfälle nicht. Wer heute Zweifel an der Glaubwürdigkeit der Wissenschaft schüren will, spielt gerne darauf an. Das belegt ein Blick in die Leserbriefspalten und Social-Media-Posts, in denen regelmässig und in allen Varianten die «gekaufte Wissenschaft» beklagt wird. Man erweist der Wissenschaft langfristig einen denkbar schlechten Dienst, wenn man hier die Augen verschliesst. Es gilt vielmehr, solche «Imageschäden» präventiv zu verhindern. Drittmittel ja. Es bedarf aber schweizweit einheitlicher Regeln, die verbindlich vorgeben, wo bei Kooperationen zwischen Wissenschaft und Wirtschaft die rote Linie gezogen werden muss. So ist etwa zu klären, was ein Sponsor darf und was nicht, zum Beispiel in Bezug auf die Festlegung der Forschungsthemen, die Auswahl der Forscherinnen und Forscher oder die Publikation und Verwertung der Forschungsergebnisse. Solche einheitlichen Regeln fehlen nach wie vor. Es lohnt sich, sie zu erarbeiten und konsequent durchzusetzen. Immerhin geht es um nichts weniger als um die Glaubwürdigkeit der staatlichen Hochschulen als Stätten freier Wissenschaft. Sie ist Garant verlässlicher wissenschaftlicher Erkenntnisse – die zentrale Grundlage für Entscheidungen, die unsere Gesellschaft und Umwelt prägen.

Literatur

- Hugentobler, Manuela, Markus Müller und Franz Andres Morrissey (2017): Private Funding and Its Dangers to Academia: An Experience in Switzerland, in: *European Journal of Higher Education*, 7,2, S. 203–213. <http://dx.doi.org/10.1080/21568235.2016.1275975>
- Müller, Markus (2016): Die Wissenschaft des öffentlichen Rechts in Zeiten der Ökonomisierung – Denkanstösse, in: *Zeitschrift für Schweizerisches Recht*, S. 411–429.
- Kreiss, Christian (2015): *Gekaufte Forschung. Wissenschaft im Dienst der Konzerne*, Berlin.
- Müller, Markus (2014): Akademische Freiheit. Sorgen um ein bedrohtes Gut, in: Kunz, Peter V. et al. (Hg.): *Berner Gedanken zum Recht – Festgabe der rechtswissenschaftlichen Fakultät der Universität Bern für den Schweizerischen Juristentag 2014*, Bern, S. 381–403.

DOI

<https://doi.org/10.5281/zenodo.10376992>

Zum Autor

Markus Müller ist seit 2004 Ordinarius für Staats-, Verwaltungs- und öffentliches Verfahrensrecht an der Universität Bern. Er ist Mitinitiant des Internationalen Appells für die Wahrung der wissenschaftlichen Unabhängigkeit (www.zuercher-appell.ch).



Les mots de la liberté académique

Didier Maillat

La liberté académique est étroitement liée à la langue sur laquelle elle se fonde pour transmettre les connaissances et encourager le débat. Or, parfois, dans les attaques contre la liberté académique, c'est son instrument même, la langue, qui est visé par la censure.

Une des dimensions centrales de la liberté académique est intrinsèquement langagière. Au cœur de cette forme de liberté se trouve, de façon générale, la possibilité de communiquer dans un contexte académique sur tous les sujets pour autant que cela se fasse dans un esprit de tolérance. En ce sens, cette notion de liberté se définit en relation avec les limites sémantiques et pragmatiques de l'usage de la langue. Quels sens linguistiques peuvent être évoqués dans un contexte de recherche et d'enseignement académique ? Dans cette acception, la notion de liberté académique s'inscrit donc au centre de la recherche en linguistique.

Toutefois, il est des circonstances dans lesquelles la nature linguistique de la liberté académique devient encore plus primordiale. Dans ce cas de figure, la langue elle-même fait l'objet d'attaques. Ce type de censure peut prendre différentes formes selon qu'elle vise la langue même, ses usages ou les rapports entre les langues. Dans ce qui suit, nous allons illustrer quelques-unes de ces agressions contre le véhicule de la liberté académique : la langue.

Zusammenfassung

Eine der zentralen Dimensionen der akademischen Freiheit ist inhärent sprachlich, insofern sie von der Sprache selbst als ihrer Vermittlerin geprägt ist. Den Kern dieser Form von Freiheit bildet die Möglichkeit, in einem akademischen Kontext über alle Themen zu sprechen, solange dies im Geiste der Toleranz geschieht. Entsprechend kann der Begriff der akademischen Freiheit in Bezug auf die semantischen und pragmatischen Grenzen des Sprachgebrauchs definiert werden und steht im Zentrum der sprachwissenschaftlichen Forschung. Es gibt jedoch Situationen, in denen die sprachliche Natur der akademischen Freiheit zusätzlich an Bedeutung gewinnt, insofern die Sprache selbst angegriffen oder zensiert wird. Dieser Artikel illustriert exemplarisch Angriffe, die sich gegen die Sprache selbst, ihren Gebrauch oder die Beziehungen zwischen den Sprachen richten können. Die analysierten Beispiele zeigen, dass die akademische Freiheit nur dann die Debatte über grundlegende Fragen, die unsere Gesellschaften betreffen, fördern kann, wenn die akademische Welt die Sprache verwenden kann, sei es, um Wissen zu vermitteln, Kulturen miteinander ins Gespräch zu bringen oder Diskurse der Unterdrückung aufzudecken.

Lingua franca et transmission du savoir

La France s'est équipée d'une loi visant à protéger la langue française contre l'hégémonie de la langue internationale par excellence, l'anglais. La loi Toubon – ou loi Allgood comme l'ont appelée les tabloïds d'outre-Manche – prévoit toute une série de mesures visant à promouvoir l'utilisation du français, notamment dans le domaine public et au sein des administrations. Certaines de ses ramifications ont toutefois eu des effets pour le moins pervers sur la liberté académique.

On a ainsi pu voir une conférence internationale de linguistique, organisée à la Sorbonne à Paris et à laquelle participaient des chercheuses¹ du monde entier, interrompue en force par un groupe d'activistes exigeant qu'une traduction leur soit fournie conformément à une exigence de la loi Toubon portant sur les discours publics.

L'aspect le plus absurde de cette censure linguistique est qu'elle s'attaquait à un événement scientifique international que les organisateurs avaient souhaité ouvrir à un large public dans le souci de rendre la recherche plus accessible à un auditoire non spécialiste – faisant écho à la dimension d'*outreach* qui occupe une place centrale dans les projets soutenus par le FNS, par exemple.

Une dénonciation officielle et une descente de police plus tard, la conférence a pu poursuivre son cours en refermant les portes qu'elle avait essayé d'entrouvrir, la *lingua franca* ayant été la cause même qui aura conduit à cette fermeture².

Usage et mention

Depuis longtemps, la linguistique et la philosophie se sont intéressées à la différence entre l'utilisation d'une expression dite en *usage* et son utilisation dite en *mention*. On distinguera ainsi entre l'énoncé *La phrase est correcte, il me semble* et l'énoncé « *La phrase est correcte* », *commenta-t-il*. Dans le premier cas, *la phrase est correcte* est utilisé en usage, alors que dans le second l'énoncé est mentionné. Linguistiquement, le second type d'utilisation permet de mentionner, sans en prendre en charge la valeur de vérité, l'énoncé d'une autre locutrice³.

Il est donc d'autant plus surprenant d'avoir pu récemment observer, lors d'une conférence internationale de linguistique qui regroupait à Winterthur des centaines de spécialistes des phénomènes langagiers, une manœuvre violente d'interruption de l'un des intervenants au milieu de sa présentation visant à l'empêcher de mentionner un propos discriminatoire tenu par Donald Trump à l'encontre de migrants mexicains. Alors même que l'analyse proposée cherchait précisément à mieux comprendre les mécanismes linguistiques d'un tel discours manipulateur.

La censure linguistique prenait ici une dimension paradoxale puisqu'elle visait à empêcher la recherche académique de prendre comme objet d'étude le type de discours contre lequel elle s'insurgeait. La manœuvre peut sembler d'autant plus étrange sur un plan épistémologique que l'utilisation en mention des expressions de la langue est constitutive de la recherche en sciences du langage. On observe donc ici encore une forme de censure linguistique qui s'exerce au détriment de l'avancement de la connaissance sur les phénomènes langagiers.

Traductrice ou traduction ?

La liberté académique dépend de manière essentielle du monde de l'édition, tant il est vrai que la recherche académique s'appuie sur celui-ci pour pouvoir assurer la dissémination de ses travaux et leur visibilité. Dans ce contexte, la publication d'une traduction constitue une alternative à l'omniprésente *lingua franca* qui permet également à un texte d'atteindre un public plus large. Mais, comme l'épisode qui suit le montre, la langue traduite peut aussi être sujette à une action de censure.

Les Pays-Bas ont connu peu après l'investiture de Joe Biden une controverse linguistique autour du processus de traduction en hollandais de la jeune poète américaine Amanda Gorman, qui avait lu un de ses poèmes lors de cette cérémonie. La censure visait en l'occurrence l'identité de la personne choisie pour effectuer cette traduction. Victime d'une campagne de « cancelling », cette personne – également jeune poète, distinguée par le prestigieux International Booker Prize – avait préféré se retirer du projet alors même que l'auteure originale avait donné son approbation explicite. Au cœur de la controverse se trouvaient des critères de race, puisqu'il était reproché à la personne choisie pour traduire le texte de ne pas partager la descendance africaine de son auteure.

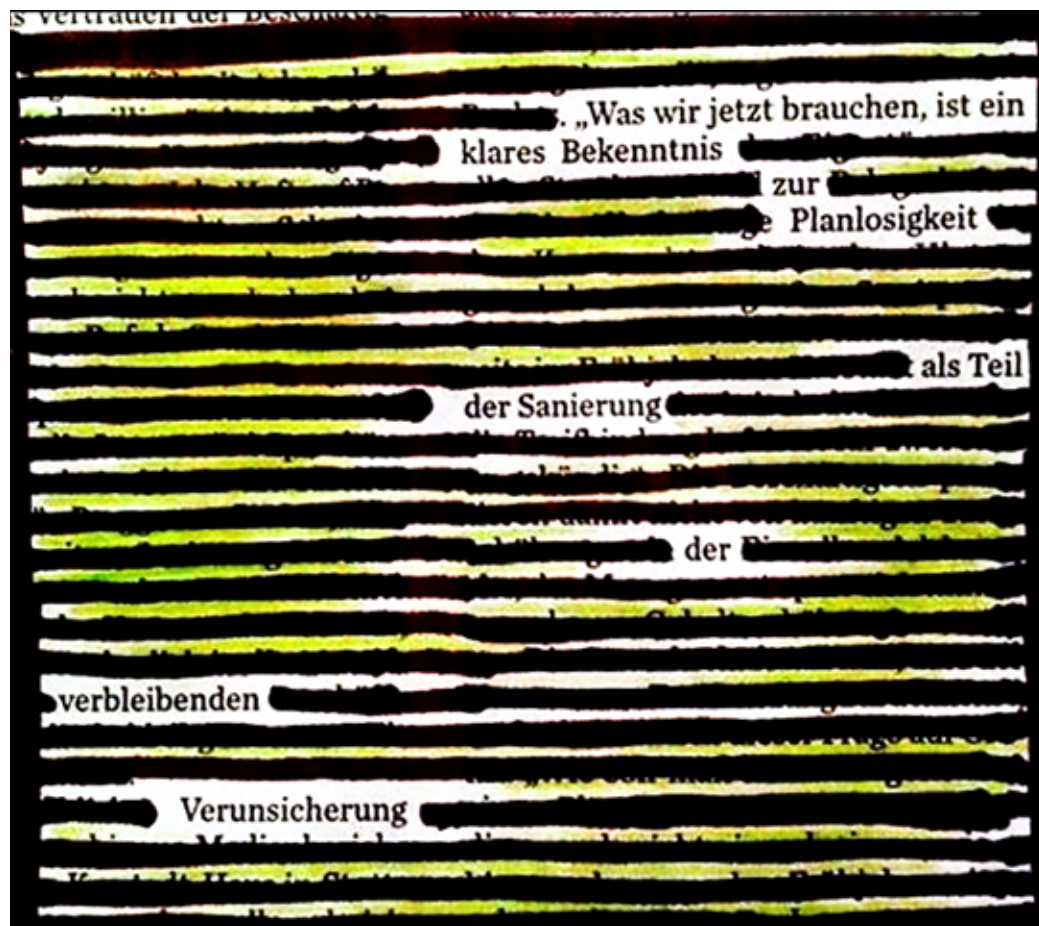
Cet épisode pose de nombreuses questions sur la nature de la traduction en tant que processus de transfert d'un texte d'une langue et d'une culture vers une autre ainsi que sur les critères de compétence à retenir chez la personne chargée de ce transfert. On peut évidemment se demander quelle est la légitimité d'une action qui retire à l'auteure originale la liberté de choisir la personne responsable de la traduction, et qui, par conséquent, dépossède celle-ci de son texte.

1 Les formes de féminin et masculin génériques sont alternées dans ce texte.

2 Jenkins, Baker et Dewey (2017).

3 Cappelen, Lepore et McKeever (2023).

Un exemple de poésie de la censure (*blackout poetry*), issu du travail de Dirk Bathen. Le texte original caviardé donne lieu à un second texte, ici sémantiquement vide, typique d'une langue de bois.



Regard métalinguistique

Mais, au-delà de ces considérations d'autorité, cette remise en cause, fondée sur des critères d'identité, de la validité d'une traduction, exclure la possibilité de traduire un texte afin d'en permettre le transfert vers une autre culture, et donc vers d'autres profils identitaires. Cette forme de censure s'appuie sur une conception de l'interprétation d'un texte – et donc de sa traduction – comme un processus cloisonné et non pas comme une occasion d'entrer dans une réalité autre. Paradoxalement, une telle approche, qui cherche à maximiser les similitudes identitaires entre une auteure et son traducteur, semble conduire à une impasse langagière, puisqu'elle sous-entend que seule l'auteure originale du texte est susceptible d'interpréter – et de traduire – ce dernier de façon adéquate.

Cette même forme d'impasse linguistique semble aussi être au cœur de la censure qui a frappé il y a un an un historien de l'art à Princeton dont le cours portait sur la matérialité de la langue, ou comment les mots peuvent être perçus comme des objets. Dans le cadre de cet enseignement, la discussion a porté sur un poème éminemment métalinguistique publié dans un recueil de l'auteur noir américain Jonah Mixon-Webster qui explore la matérialité linguistique du « n-word » en l'imprimant sur plus de vingt pages⁴.

⁴ Mixon-Webster (2021).

En publiant un poème portant sur la matérialité de ce mot, l'auteur nous invite à une réflexion sur les connotations d'oppression qu'il véhicule. Cette réflexion commence nécessairement par l'acte de lecture du poème imprimé sur la page. En voulant empêcher que cette lecture puisse avoir lieu dans un contexte de cours académique, la censure non seulement musèle la volonté communicative du poète, mais, ce faisant, elle empêche aussi la discussion nécessaire sur les formes d'oppression dont a été et est victime la communauté afro-américaine de se développer dans un contexte académique. Là encore il semble que l'attaque contre la liberté académique manque sa cible.

Ce qui ressort de ces quelques exemples, c'est que la première condition qui permette à la liberté académique d'exercer sa fonction et de favoriser l'épanouissement d'un débat sur les questions de fond qui touchent nos sociétés est d'assurer que le monde académique puisse faire usage de la langue, que ce soit pour transmettre la connaissance, pour faire dialoguer les cultures ou pour exposer les discours d'oppression.

●

Références

- Cappelen, Herman, Ernest Lepore et Matthew McKeever (2023) : Quotation, in : The Stanford Encyclopedia of Philosophy, Edward N. Zalta & Uri Nodelman (éds.).
- Jenkins, Jennifer, Will Baker et Martin Dewey (éds.) (2017) : The Routledge Handbook of English as a Lingua Franca, Londres, Routledge.
<https://doi.org/10.4324/9781315717173>
- Mixon-Webster, Jonah (2021) : Poetics of the Iterative : On the N-Word in Black Poetry & Language (Part I).
<https://www.poetryfoundation.org/harriet-books/2021/10/poetics-of-the-iterative-on-the-n-word-in-black-poetry-language>, consulté le 4 décembre 2023.

DOI

<https://doi.org/10.5281/zenodo.10377618>

L'auteur

Didier Maillat est professeur ordinaire de linguistique anglaise à l'Université de Fribourg. Il est membre du comité de la Société suisse de linguistique, qu'il a présidée, et fait partie du groupe de travail de l'ASSH consacré à la liberté académique. Sa recherche en pragmatique cognitive porte sur les phénomènes de construction du sens linguistique et plus particulièrement sur les processus inférentiels qui s'y rapportent. Il a ainsi travaillé sur les mécanismes qui sous-tendent les discours manipulateurs, de désinformation et de propagande.



Bildessay

Die feinen Unterschiede zwischen Hell und Dunkel

Bilder: Derek Crawford

Text: Christian Weibel

Kuration: Howald Biberstein

Derek Crawford ist nicht Fotograf, was ihn nicht daran hindert, zu fotografieren. Die Aufnahmen seiner Serie «Quietude» reflektieren Augenblicke der Freiheit und Geistesgegenwart. Konturen verfließen bald im Weiss der Wolken und treten umso deutlicher in der zerklüfteten Felslandschaft hervor. Das Motiv seiner Bilder entspringt dem vitalen Bedürfnis nach freiem Tätig- und Fokussiertsein, das sich in Situationen einstellt, in denen jeder Schritt zählt.

Freiheit ist nicht nur Voraussetzung für Schaffen in Kunst und Kultur, sondern zeichnet auch den Menschen selbst aus, insofern sie verantwortungsbewusstes Denken, Wollen und Handeln ermöglicht. Das Bergsteigen bietet im Unterschied zur Bildbetrachtung zwar Risiken, ist aber physisch und metaphorisch Ausdruck von Souveränität, nach eigenem Ermessen Entscheidungen zu treffen, Wertschätzung von Weggefährten und Respekt gegenüber der Natur, die stellenweise nach Unwegsamkeiten den Blick freigibt: hier auf ein kontrastreiches Chiaroscuro aus Schnee und Stein, da auf ein von den Elementen geprägtes Relief mit fließenden Übergängen.

Derek Crawford n'est pas photographe, ce qui ne l'empêche pas de prendre des photos. Les clichés de sa série « Quietude » reflètent des moments de liberté et de pleine conscience. Les contours se fondent bientôt dans le blanc des nuages et ressortent d'autant plus clairement dans le paysage rocheux déchiqueté. L'inspiration de ses photos prend sa source dans le besoin vital d'agir librement et de se concentrer, qui se manifeste dans des situations où chaque pas compte.

La liberté n'est pas seulement une condition à la création dans le domaine de l'art et de la culture, elle caractérise l'être humain lui-même, dans la mesure où elle lui permet de penser, de vouloir et d'agir de manière responsable. Contrairement à la contemplation des images, l'alpinisme comporte certes des risques, mais il est l'expression physique et métaphorique d'une souveraineté dans la prise de décisions indépendante, de l'estime pour les compagnons de route et du respect de la nature, laquelle ouvre notre regard, par endroits, après que nous avons franchi un terrain accidenté : ici sur un clair-obscur contrasté de neige et de pierre, là sur un relief aux transitions douces, façonné par les éléments.













Freiheit zur Reflexion

Akademisches Denken als Privileg und Verpflichtung

Ursula Ganz-Blättler

Akademisches Arbeiten erfordert eine Lizenz zum gründlichen Nachdenken, welche die Lehr- und Forschungsgemeinschaften an unseren Hochschulen zur Demut wie zur Wachsamkeit anhält. Zur Demut, weil reflexives Denken und Handeln ein Privileg darstellt, das in radikal beschleunigten Gesellschaften wie der unsrigen wie aus der Zeit gefallen erscheint und entsprechenden Legitimationsbedarf weckt. Zur Wachsamkeit, weil die gesellschaftliche Wertschätzung dieses akademischen Privilegs abnimmt, nicht zuletzt befeuert durch jene politischen und wirtschaftlichen Kräfte, die im kritischen Reflektieren von individueller Lebensqualität und sozialem Miteinander keinen Mehrwert erkennen für die Bewältigung der wachsenden Herausforderungen im Hier und Jetzt.

Zu Beginn eine Anekdote: Im Jahr 1993 hatte ich als Stipendiatin des Schweizerischen Nationalfonds die Gelegenheit, am Departement für Radio, Television und Film der Universität Austin (Texas) Lehrveranstaltungen für Visiting Scholars aus aller Welt zu belegen. In besonderer Erinnerung bleibt mir der Filmwissenschaftler Tom Schatz, der uns immer wieder einbläute, die Grundfrage zu stellen: «What's at stake?» Was stand auf dem Spiel oder, mit anderen Worten, was genau stand zur Diskussion bei den Dingen, die uns herausforderten, nachzuhaken und tiefer zu graben? Ich war erst wenige Tage an der Universität, als ich von zuhause – per Telefax – zwei Jobangebote für die Zeit nach dem Stipendium bekam. Ich hatte die Wahl zwischen einer Assistenzstelle

an der Universität Zürich und einem Redaktionsvolontariat im Serieneinkauf des Schweizer Fernsehens. Ich fragte Tom Schatz um Rat, der meine Situation wie folgt auf den Punkt brachte: «You've got the chance to look at TV from the outside. Or from the inside.» An diesem Scheideweg habe ich die Aussenperspektive gewählt und meinen weiteren Weg in Unterricht und Forschung – auch wenn er weniger lukrativ und häufig steinig genug war – nie bereut.

Akademisches Denken als reflexive Praxis mit Umsicht und Tragweite

Wenn wir vom spezifischen Blick reden, der akademisches Denken auszeichnet, meinen wir ein gerichtetes und methodisch geleitetes und gezieltes Schauen, das auf vorgegebene Ansichten – etwa in Form von Annahmen und Leitfragen – und vorgesetzte Linsen – in Form von Theorien und Hypothesen – Bezug nimmt und dabei gerne «um die Ecke denkt» und kreativ mit den eigenen Scheuklappen und erwartbaren Brechungen umgeht. Von dadurch gewonnenen Erkenntnissen ist zu erwarten, dass sie in Übereinstimmung mit der akademischen «Denkschule» unterschiedliche Auflagen an Systematik und Transparenz erfüllen, bevor sie für andere Betrachtende intersubjektiv nachvollziehbar und hinreichend verständlich werden und via entsprechende Übersetzungsleistungen hoffentlich auch alltagstauglich.

Ein solches reflexives Denken setzt einerseits Distanz voraus, und sei es nur den metaphorischen Schritt zurück vom implizit standardisierten Alltagsdenken zur Hinterfragung dieser Standards, und andererseits Methodik, insofern andere Standards berücksichtigt werden, bevor Erkenntnisse über das bereits (vermeintlich immer schon) Gewusste gewonnen werden können. In dieser besonderen Haltung und Sichtweise, die durch einen systembedingt reflektierten Blick geprägt ist, liegt die Chance, anschlussfähiges Wissen auch über Fächer- und Fakultätsgrenzen hinaus zu generieren und immer wieder neu zu verhandeln. In dieser Haltung liegt aber auch ein zentraler Aspekt jener Freiheit, die wir meinen, wenn wir von akademischer Freiheit reden.

Es ist die Freiheit, anders zu denken und zu argumentieren als in den gewohnten Bahnen. Und es ist die Freiheit, kollektiv bewirtschaftete Binsenwahrheiten ebenso kritisch in den Blick zu nehmen wie blinde Flecken, Tabuzonen und andere No-Go-Areas.¹ Mit im Spiel sind dabei zwei Voraussetzungen, die akademisches Denken historisch verorten und institutionell stützen: erstens die fächerspezifischen Gütekriterien, denen Genüge getan werden muss, um wissenschaftliche Gültigkeit beanspruchen zu können, und zweitens – im Sinne eines übergeordneten Relevanzkriteriums – der glaubhafte Nachweis eines gesellschaftlichen Interesses an den solcherart betrachteten Phänomenen oder Problemen.

Forschung als reflexiv-kritische Tätigkeit

«Reflektieren» bezieht sich bei Fragen der Physik auf die Beugung von Wellen beim Kontakt mit unterschiedlichen materiellen Oberflächen. In solchen Zusammenhängen werden weitaus differenziertere Sachverhalte abgebildet als nur gerade die Verdoppelung bestimmter Faktenlagen in einem (Zerr-)Spiegel. Sicher bietet sich die Optik als Quelle physikalisch inspirierter Sprachbilder an, wenn es explizit um ein analytisches «Hinschauen» geht. Es ist aber auch zulässig, die Rolle des Reflektors in weitere sinnbildliche Zusammenhänge zu stellen, etwa als Interpretation der Resultate einer experimentellen Versuchsanordnung, die den kritischen Kontrollblick auf die Versuchsanlage zwingend miteinschliesst.



Ein Bild aus Aegidius Albertinus' «Hirnschleiffer» (1664) zeigt sinnbildlich den Spiegel des «Nosce te ipsum» und sein (desillusionierendes) Selbsterkenntnispotenzial. Im moralischen Traktat spielt auch «Fürsichtigkeit», eine vorausschauende Verständigkeit, Vorsorge und Vorbedachtsamkeit, eine wichtige Rolle.

Diese reflexive Haltung stellt auf einer Metaebene die Fragen nach der Verortung des untersuchenden «Ich» oder «Wir», nach implizierten Zielvorstellungen, nach adressierten Personen und Gültigkeitsbereichen und lässt sich so als wichtiger Beitrag zur institutionellen (Selbst-)Kritik verstehen. Sie erinnert aber auch daran, was die Natur- und Technikwissenschaften von den Geistes- und Sozialwissenschaften, auch Humanities genannt, abgrenzt: Ich spreche vom menschlichen Faktor, der dort häufig als Fehlerquelle und damit potenzieller «Störfaktor» gilt, während er hier prominent ins Zentrum der Aufmerksamkeit rückt, und zwar in wechselnden Rollen als wahrnehmendes Subjekt, als Objekt einer Beobachtung zweiter Ordnung oder als fallweise mitzubeherrschender Einflussfaktor.

1 Umberto Eco verweist in seinem Standardwerk «Wie man eine wissenschaftliche Abschlussarbeit schreibt» auf die Vielfalt der Zielvorstellungen für das, was humanistische Forschung kann, darf und soll. Neben der klassischen Analyse, die anhand von Fragen Indizien sammelt und ergebnisorientiert interpretiert, gibt es die systematische Beschreibung von Mustern, das Kartieren neu erschlossener Forschungsfelder, die auf teilnehmende Beobachtung angewiesene Frage des «Warum» und schliesslich das interventionistische (das heisst auf Verbesserung gerichtete) Aufzeigen von Problemen und Entwickeln von Lösungsstrategien.

In Bewegung bleiben dank interdisziplinärer Perspektivenvielfalt

Zur Illustrierung des zuletzt Gesagten möchte ich auf zwei wissenschaftliche Forschungsbereiche verweisen, die von einer stärkeren Verknüpfung naturwissenschaftlich begründeter und geistes- und sozialwissenschaftlich informierter Beobachtungen nur profitieren können, wenn Scheuklappen abgelegt und bestehende Vorbehalte stärker hinterfragt werden, als das bisher der Fall war. Ich spreche von den Gender Studies («Geschlechterforschung») einerseits und der Klimaforschung andererseits. Beide interdisziplinären Fachgebiete nahmen um die Mitte der 1970er-Jahre international Fahrt auf: das eine mit dem Wind der zweiten Feminismuswelle in den Segeln, das andere im Fahrwasser der 1972 veröffentlichten Warnungen des Club of Rome, der das Anwachsen der Weltbevölkerung und den kapitalistisch begründeten Wachstumszwang als vordringliche Bedrohungen für die Vielfalt des Lebens auf dem Planeten Erde identifizierte.

Zur Frage nach der Herleitung und Überwindbarkeit patriarchaler Strukturen traten im ersten Beispiel Überlegungen zu binär kodierten Rollenerwartungen und deren Veränderbarkeit; der aus dem angelsächsischen Raum übernommene Gender-Begriff wurde dabei zum Synonym für die tief in die gesellschaftliche Matrix eingeschriebenen sozialen Geschlechternormen, die wichtige (Macht-)Zusammenhänge festschreiben und gleichzeitig normalisieren. Derweil erfuhr die naturwissenschaftlich begründete Beschäftigung mit den Folgen zunehmender CO₂-Emissionen auf die klimatischen Gegebenheiten zu Wasser und zu Land einen erheblichen Rückschlag, als mit dem Fall der Mauer der Siegeszug der kapitalistischen Marktwirtschaft über das vordergründig gescheiterte Projekt des Kommunismus ausgerufen wurde. Es ist wohl in diesem Zusammenhang zu erklären, warum eine 1983 durch die Schweizer Naturforschende Gesellschaft in Umlauf gebrachte Broschüre zum Treibhauseffekt mit dem unverblühten Untertitel «Unterwegs zur Klimakatastrophe durch Kohlendioxid» praktisch keine Resonanz fand. Gemäss der Überlieferungsgeschichte durch das Forum für Klima und globalen Wandel (ProClim) wurde sie erst kürzlich wieder «ausgegraben», wie ein archäologisches, aus der Zeit gefallenes Relikt.

Die Gender Studies sind mittlerweile ebenso in der öffentlichen Aufmerksamkeit präsent wie die im zweiten Beispiel angesprochene Klimaforschung – und ähnlich umstritten, aber aus anderen Gründen. Im Sinne der Perspektivenvielfalt wäre zu wünschen, dass öffentlichkeitswirksam ausgetragene «Grabenkämpfe» nicht als Spaltung gelesen werden, sondern als notwendige Flurbereinigung unter Aspekten dezidiert artikulierter Generationenunterschiede – und vielleicht auch als Bestätigung für die 2020 von van Schaik und Michel vertretene These, wonach feministische Wissenschaft biologische Zusammenhänge zu lan-

Résumé

L'article se focalise sur la réflexion en tant que compétence clé de l'activité académique et souligne la nécessité de collaborer au-delà des frontières disciplinaires et facultaires afin de faire face ici et maintenant de manière adéquate aux situations problématiques qui nous confrontent à toujours davantage de défis. La réflexion exige de la distance, du temps et un échange continu. Les exemples des études genre et de la recherche sur le climat montrent comment la diversité des perspectives interdisciplinaires peut être à l'origine d'impulsions décisives. L'attitude qu'exigent les débats approfondis et clairvoyants sur les questions de recherche peut aussi être décrite comme une perspective extérieure privilégiée, avec la responsabilité de démontrer la pertinence de la recherche académique pour la société à travers le temps et de permettre des connexions avec la pratique. Cette attitude implique en outre une liberté de penser hors des sentiers battus, en examinant d'un œil critique les truismes (apparents), les angles morts, les zones taboues et d'autres territoires peu fréquentés. Elle est également caractérisée par une certaine liberté face à la pression de l'accélération actuelle ou, autrement dit, par un temps de maturation qui est essentiel pour la qualité du travail académique.

ge als männlich besetzte Domäne zurückwies und faktisch vernachlässigte, was den einschlägigen Forschungsstand von Schaik und Michel zufolge gegenüber wichtigen Ergänzungen und Differenzierungen immunisierte.² Dabei ist die Breitenwirkung der Gender Studies so unbestritten wie ihre akademische Fundierung: Ich erwähne nur die von Andrea Maihofer gegründete «Basler Schule», mit argumentativen Schwergewichten wie Franziska Schutzbach und Markus Theunert unter den Ehemaligen.

Hingegen muss sich die prognostizierende Klimaforschung nicht mehr länger verteidigen gegen den Verdacht mangelhafter wissenschaftlicher Stringenz. Sie ist gerade in der Schweiz fest etabliert und gilt als international federführend. Aber auch sie hat mit einem Bias zu kämpfen, zu dessen Überwindung die vermehrte Zusammenarbeit mit den Human-

2 In ihrem Buch «Die Wahrheit über Eva» weisen van Schaik und Michel darauf hin, dass Biologie beim Homo sapiens zwar geschlechtsspezifische Möglichkeiten eröffne (etwa hinsichtlich der Befriedigung eines Kinderwunsches), sich daraus aber weder biologisch begründete Ansprüche noch Determinierungen ableiten liessen. Den Versuch, Biologie anders als in der patriarchalen Perspektive zu deuten, unternimmt aktuell Cat Bohannon mit ihrem Buch «Eve» (2023).

ities dringend angezeigt ist. Ein entsprechendes Statement des seit 1988 bestehenden Forums ProClim liest sich 2023 so: «Da Wissen alleine nicht zum Handeln führt, setzt ProClim heute vermehrt auch auf sozial- und geisteswissenschaftliche Aspekte in der Klimaforschung.»³ Gut so. Vielleicht erwarten uns dann endlich von Computerspielen inspirierte Zukunftsszenarien für die Verschiebung der Klimazonen und benutzerfreundliche Apps, die nach Branche und Lebensstil aufgeschlüsselte Anpassungsstrategien inklusive Reduktion der einschlägigen «Fussabdrücke» vorschlagen. Es gibt in dieser Hinsicht viel zu tun, aber es bleibt denkbar wenig Zeit.⁴

Praxisrelevante Reflexionskompetenzen

Bereits der Soziologe Alfred Schütz hat in einem Aufsatz von 1945 zu den «vielfältigen Wirklichkeiten» («multiple realities»), in denen wir uns bewegen, dafür plädiert, Wissenschaft nicht als eine Form beruflicher Tätigkeit aufzufassen, sondern als eine besondere Einstellung zur umgebenden Lebenswirklichkeit, im Sinn einer bewusst gewählten und vom pragmatischen Alltagsdenken abgegrenzten Form der Aufmerksamkeit («attention to life»). Folgt man Schütz, lässt sich wissenschaftliches beziehungsweise akademisches Denken genauso wie jede andere für das Gemeinwesen nützliche Kompetenz aneignen. Massgebend bleibt aber als Grundlage für ein längerfristiges und sinnvolles Wirken in akademischen sowie nicht akademischen Settings immer die aktiv eingenommene reflektierte Haltung gegenüber den Dingen.

Wer Wissenschaft betreibt, tut dies mit anderen Worten weder als ganzer Mensch noch als neutrales Werkzeug, das komplett abgekoppelt wäre von anderweitigen Befindlichkeiten, wie etwa einer Wohnungssuche im urbanen Grossraum, der Zugehörigkeit zu einer religiösen Gemeinschaft, dem familiären Status als Alleinerziehende oder bestehenden Allergien gegen Hausstaub oder Hundehaare. Das alles kann (und darf) zu prägenden Erfahrungen und Erkenntnissen führen, die als treibende Kraft in argumentativ angereicherte Projekte diverser Ausrichtung Eingang finden. Und doch hat dieses alltägliche Grundrauschen in den Hintergrund zu treten, sobald es um den spezifisch wissenschaftlichen und regelgeleiteten Blick geht, der die in Aussicht gestellte Einzelfallstudie oder Untersuchungsanlage als solche vom standardisierten Alltagsdenken ausnimmt und etwa im Licht einer (inter-)disziplinär geleiteten Deduktion oder Induktion betrachtet.

Für Schütz unterscheidet der Faktor Zeit das auf Einflussnahme bedachte menschliche Handeln (im Hier und Jetzt) von abgeschlossenen Handlungen, deren Ausmass und Konsequenzen sich erst durch den prüfenden Blick in den Rückspiegel erschliessen. Deshalb braucht nicht nur die durch Erfahrung klug gewordene Einschätzung vor uns liegender Forschungsfelder zeitliche Distanz, sondern auch die kontrollierte Transformation von gesammelten Eindrücken



Die Géode omnimax ist eine Kuppel im Parc de la Villette der Cité des sciences et de l'industrie in Paris, die aussen den Himmel reflektiert und im Innern ein «grenzenloses Kino» verspricht.

3 ProClim (2023).

4 Ein gelungenes Beispiel für die Integration von Theorie und Praxis stellt der von Kim Stanley Robinson veröffentlichte (und Fredric Jameson gewidmete) Roman «The Ministry of the Future» dar, der von einem in Zürich angesiedelten Ministerium für die Belange zukünftiger Generationen handelt. Der Autor fächert darin in der Prosa harter Science Fiction ein Kaleidoskop pragmatischer Lösungsansätze für brennende Fragen gesellschaftlicher Handlungsmacht und -ohnmacht auf.

und argumentativ begründeten Schlussfolgerungen in heuristisches oder empirisches Wissen. Im Umkehrschluss erfordert die hier gemeinte Freiheit zur Reflexion einen umfangreichen Schutz vor alltagsbedingtem Beschleunigungsdruck zugunsten einer explizit zugestandenen «Zeit der Reife», die wissenschaftlicher Arbeit schon nur deshalb gut zu Gesicht steht, weil sie seit jeher als Qualitätsmerkmal gilt und mittlerweile auch in unserem Alltagsdenken als Kriterium für Nachhaltigkeit wieder an Bedeutung gewinnt.⁵

Bleibt die Frage, inwiefern sich der aufklärerische Anspruch, Farbe zu bekennen und Stellung zu beziehen, verträgt mit dem akademischen Anspruch, Distanz zu wahren. Zugleich stellt sich die Frage, inwiefern akademische Distanz nicht die Gefahr beinhaltet, dass die alltäglichen Sorgen und Nöte der Menschen systematisch ausgeblendet werden. Schütz würde abwinken, weil er dem Intellekt – in Verbindung mit Zurückhaltung und institutioneller Selbstreflexion und -kritik – nicht mehr Gewicht beimisst als jedem anderen Werkzeug, solange es dem Gemeinwohl dient. Das bedeutet wiederum, dass die Welt, in der wir leben, zwar unweigerlich komplexer und deren sorgsame Behandlung im Spannungsfeld divergierender Kräfte und Meinungen zunehmend herausfordernder wird, der Rekurs auf ein gemeinschaftlich betriebenes Reflektieren als akademisches Projekt unter diesen Umständen aber umso mehr an Relevanz und Dringlichkeit gewinnt, weil so vieles auf dem Spiel steht beziehungsweise «at stake» ist. Die Einladung zur (weiteren) Beteiligung an den grossen gesellschaftlichen Debatten dieser Zeit gilt. Ihr wird durch innovative Impulse, historische Rückblicke, diskursive Vergleiche, transdisziplinäre Verknüpfungen und die Bereitschaft zum Perspektivenwechsel immer wieder Nachdruck verliehen. Think about it!

●

5 Zur Slow-Science-Bewegung spezifisch vgl. Berg und Seeber (2016); zu den ökonomischen Zwängen, die der Forderung nach Entschleunigung entgegenstehen, vgl. Baumol (2012), worin der Autor die seit 1965 beobachtete Stagnation menschlicher Kopf- und Handarbeit als «Kostenkrankheit» diagnostiziert, die kreative und zuwendungsorientierte Tätigkeiten faktisch vom Wachstumspostulat ausnimmt, weil sich jede Bemühung um Produktivitätssteigerung unmittelbar auf die Qualität der zu erbringenden Dienstleistung auswirkt.

Literatur

- Baumol, William J. (2012): *The Cost Disease. Why Computers Get Cheaper and Health Care Doesn't*, New Haven, London.
- Berg, Maggie und Barbara K. Seeber (2016): *The Slow Professor. Challenging the Culture of Speed in the Academy*, Toronto.
- Bohannon, Cat (2023): *Eve. How the Female Body Drove 200 Million Years of Human Evolution*, New York.
- Eco, Umberto (2020 [1977]): *Wie man eine wissenschaftliche Abschlussarbeit schreibt*. Doktor-, Magister-, Diplomarbeit in den Geistes- und Sozialwissenschaften, Stuttgart.
- Forum für Klima und globalen Wandel (ProClim) (2023): *Das Klima seit den 1980er-Jahren im Brennpunkt – 35 Jahre ProClim* (Meldung vom 24.8.2023).
- Robinson, Kim Stanley (2021): *The Ministry of the Future*, London.
- Schütz, Alfred (2003 [1945]): *Über die mannigfaltigen Wirklichkeiten*, in: ders.: *Theorie der Lebenswelt 1. Die pragmatische Schichtung der Lebenswelt*, Konstanz, S. 177–248.
- van Schaik, Carel und Kai Michel (2020): *Die Wahrheit über Eva. Die Erfindung der Ungleichheit zwischen Männern und Frauen*, Reinbek bei Hamburg.

DOI

<https://doi.org/10.5281/zenodo.10404424>

Zur Autorin

Ursula Ganz-Blättler ist habilitierte Film- und Fernsehwissenschaftlerin und unterrichtete zuletzt als Dozentin an der Universität St. Gallen. Sie hat zu Reisetagebüchern im späten Mittelalter und zu Erzählstrategien in US-amerikanischen Krimserien publiziert und ist Vizepräsidentin der Schweizerischen Gesellschaft für Symbolforschung. Seit 2017 ist sie zudem als Patiententränerin in der klinischen Krebsforschung tätig.

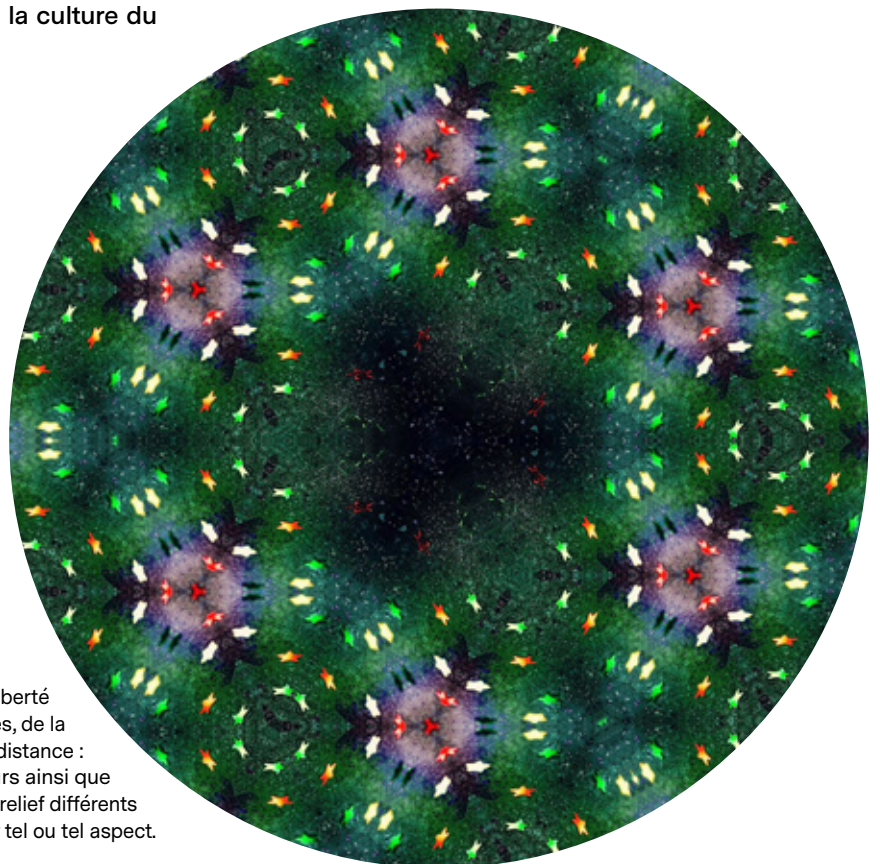


Les facettes de la liberté académique en Suisse

Christian Weibel

Traduction : Fabienne Jan

Les contours de la liberté académique en Suisse dressent un tableau hétérogène de la situation. C'est ce que suggère une enquête qualitative mandatée par l'ASSH sur l'atmosphère de la recherche, le climat d'enseignement et la culture du débat au sein des hautes écoles suisses.



L'accent mis sur les thèmes liés à la liberté académique dépend, entre autres, de la perspective et de la proximité ou de la distance :
 les chercheuses et chercheurs ainsi que
 les journalistes peuvent mettre en relief différents
 sujets et se focaliser sur tel ou tel aspect.

La liberté académique représente une valeur clé pour les établissements d'enseignement supérieur. En ces temps agités, elle suscite de plus en plus de réflexions et de débats et s'avère être une pierre de touche décisive pour l'importance sociale de la recherche et de l'enseignement. Quel est son sens ? et sa portée ? À quoi se réfère-t-elle, contre quoi protège-t-elle et à quoi sert-elle ? S'applique-t-elle exclusivement à la transmission de connaissances et de compétences spécifiques dans les hautes écoles ou comprend-elle également les prises de parole publiques sur des thèmes d'actualité, qu'il s'agisse de l'utilisation de l'écriture inclusive, des effets du changement climatique ou des conflits armés ?

La liberté académique, comme le titrait récemment un journal, est menacée par des idéologies et des mouvements militants. Il manquerait une conception généralement acceptée de l'université en tant que lieu de dialogue ouvert, qui autorise différents points de vue et permette de se confronter de manière critique et distanciée avec des œuvres du passé qui ne correspondent pas aux valeurs sociales actuelles. Des journalistes ayant par ailleurs mis en avant à diverses reprises la possibilité d'une (auto)censure, il est difficile d'évaluer le bien-fondé de telles inquiétudes – l'ampleur et la teneur des thèses non exprimées, des ouvrages non traités ou des cours non dispensés.

Un groupe de travail de l'ASSH identifie les besoins de discussion

Ces derniers temps, le débat sur les contours de la liberté de la recherche et de l'enseignement n'est toutefois mené pas seulement par les médias, mais aussi par les membres des hautes écoles eux-mêmes, et ce dans le cadre de publications et de manifestations scientifiques¹. Afin d'identifier les besoins de discussion ainsi que les développements actuels sur le thème de la liberté académique, l'ASSH a mis sur pied en 2022 un groupe de travail interdisciplinaire qui se penche sur ces questions et réfléchit au rôle du pouvoir, des minorités et des médias ainsi qu'à des aspects tels que le tabou et la tolérance. Après un échange d'idées sur les avantages et les inconvénients d'une enquête, l'entreprise de recherche politique et de communication gfs.bern a été chargée de réaliser des entretiens qualitatifs guidés avec vingt représentant·e·s de hautes écoles dans le domaine des sciences humaines et sociales, sélectionné·e·s sur la base de critères tels que la discipline, la position, l'affiliation et le sexe². Outre la liberté académique, l'environnement de recherche et d'enseignement ainsi que la culture du débat dans les hautes écoles

suisses ont été abordés. L'un des objectifs de l'étude était de compléter la discussion au sein du groupe de travail de l'ASSH par d'autres points de vue et d'identifier d'éventuels angles morts.

Indices de divergence entre le discours médiatique et la pratique vécue

Les déclarations non représentatives des personnes interrogées ouvrent un vaste champ. Ainsi, parmi les propos exprimés, il a notamment été question de la préoccupation face au fait que les disciplines des sciences humaines et sociales sont moins soutenues financièrement et moins reconnues par la société que la recherche en sciences naturelles et la recherche appliquée. Il a été en outre mentionné qu'une sensibilisation accrue à des thèmes tels que le genre et la diversité peut conduire à des discussions constructives ainsi qu'à des modifications des programmes de cours portant l'empreinte de contenus identifiés comme discriminatoires. Alors que l'une des personnes interrogées considère qu'il n'y a pas de limite à la pression morale légitime, d'autres font état d'une culture du débat affaiblie, dans laquelle les individus tentent d'éviter les points de vue controversés en raison de potentielles réactions ou conséquences négatives. Bien que les différentes positions ne permettent pas de dégager une image claire de la situation, certains indices montrent qu'il convient de faire la distinction entre un discours médiatique sur la liberté académique d'une part et la pratique vécue dans les hautes écoles d'autre part.

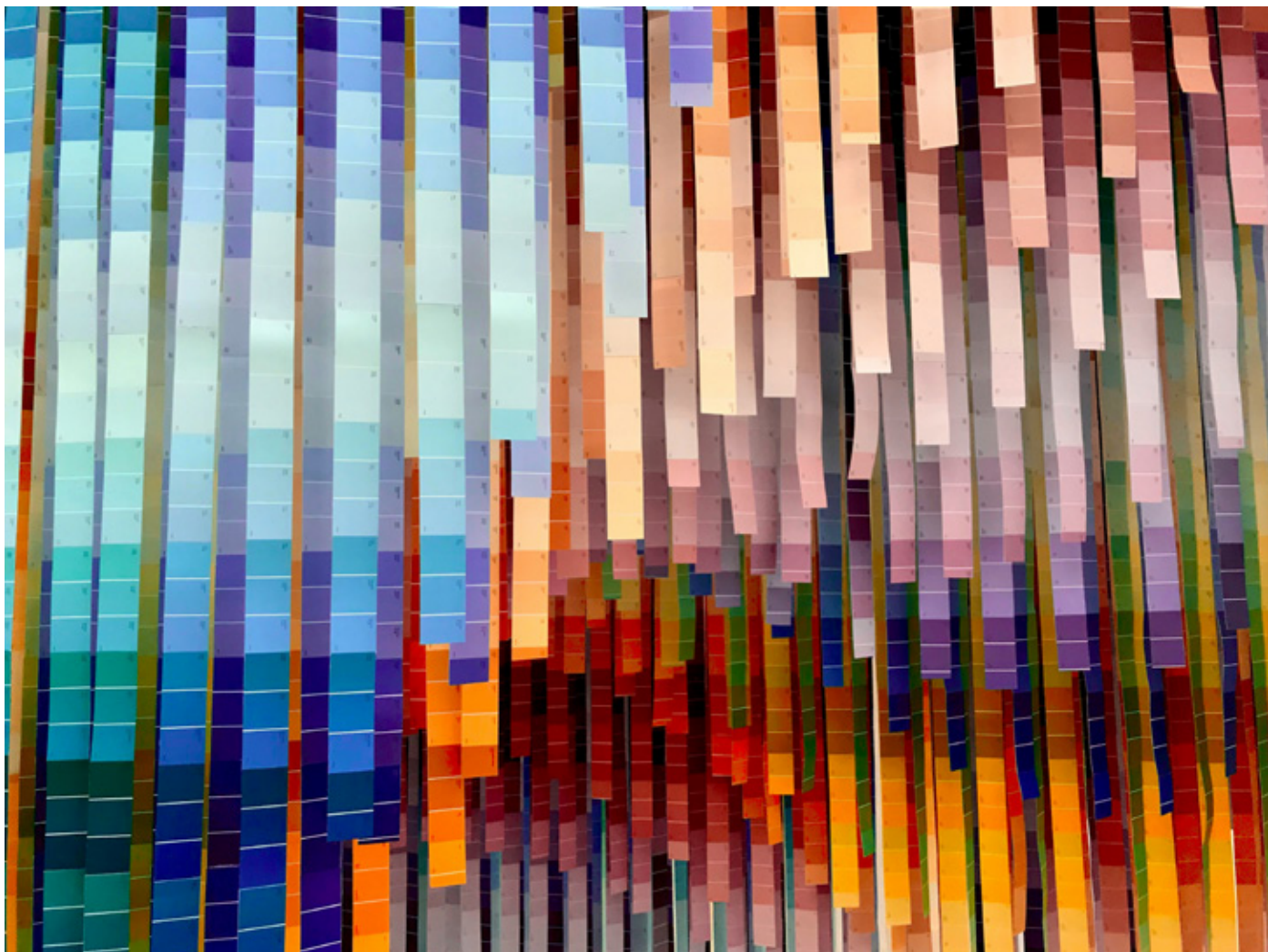
Des lois cantonales sur l'enseignement supérieur à l'esprit pionnier

Dans le contexte des discussions actuelles, l'ancrage légal et les étapes de son développement historique revêtent une importance particulière. Ce n'est que depuis l'entrée en vigueur de la Constitution fédérale de 1999 que la liberté de la science, ou plus exactement la « liberté de l'enseignement et de la recherche scientifiques », est explicitement garantie en tant que droit fondamental (art. 20). Il convient toutefois de noter que les cantons de Zurich et de Berne ont fait preuve d'un esprit pionnier en inscrivant expressément la liberté d'enseignement et d'apprentissage dans leurs lois respectives sur les hautes écoles dès les années 1830³.

1 Voir notamment Bundeszentrale für politische Bildung (2021) ; Frangville et al. (2021) ; Özmen (2021) ; Borsche (2022).

2 gfs.bern (2023).

3 Schwander (2008).



La liberté académique peut servir de test décisif pour le rôle de la recherche et de l'enseignement dans notre société. Elle présente un tableau aux multiples facettes, dont le contenu et les contours restent à préciser.

Dans la seconde moitié du XX^e siècle, la pratique juridique du Tribunal fédéral, qui a été amené à se pencher sur la question de la liberté de la recherche en tant que droit constitutionnel non écrit, notamment en raison des restrictions cantonales en matière de procréation médicalement

assistée, apparaît également pertinente. Sans prendre position de manière définitive, un arrêt du Tribunal fédéral de 1989 indique que la liberté de la science constitue certes une « composante de l'ordre démocratique et de l'État de droit », mais que « ses contours et ses limites ne sont pas faciles à circonscrire », car les chercheuses et chercheurs non seulement ont besoin d'espaces de liberté, mais dépendent aussi à plusieurs égards des institutions étatiques⁴.

4 ATF 115 la 234 (1989). Traduction de la rédaction.

Zusammenfassung

Akademische Freiheit ist nicht nur ein Schlüsselwert für Hochschulen, sondern auch ein Lackmustest für die Rolle der Forschung und Lehre in unserer Gesellschaft. Ihr Facettenreichtum führt die Fragen mit sich, worauf sie sich bezieht, wovor sie schützt und wozu sie dient. Antworten darauf, welche Freiräume und Toleranzgrenzen die an Hochschulen gelebte Praxis prägen, sind Teil einer gesellschaftlichen Auseinandersetzung und schreiben sich in einen rechtlichen Rahmen ein, in dem auch Grundsätze der Forschungsförderung eine Rolle spielen. Wichtige Stimmen liefert überdies der medial und akademisch geführte Diskurs, in dem teilweise Bedenken wegen eines Verlusts an Meinungsvielfalt geäußert werden. Voten einer qualitativen Umfrage zu Forschungsatmosphäre, Lehrklima und Debattenkultur an Schweizer Hochschulen deuten auf ein heterogenes Stimmungsbild.

Le soutien de l'État sous le signe de la neutralité et de la pluralité

L'importance de l'encouragement étatique pour la recherche actuelle ne peut guère être surestimée. D'une part, la liberté de l'enseignement et de la recherche est mentionnée comme principe dans la loi sur l'encouragement et la coordination des hautes écoles (LEHE, art. 5) et doit être remplie comme critère pour l'accréditation institutionnelle des hautes écoles afin qu'elles puissent s'appeler « université », « haute école spécialisée » ou « haute école pédagogique » et recevoir des subventions fédérales. D'autre part, le principe selon lequel les domaines et méthodes dignes de recherche doivent être soutenus de manière aussi neutre et pluraliste que possible – c'est-à-dire en tenant compte de la diversité des opinions scientifiques – joue un rôle important dans l'encouragement de la recherche. Étant donné l'hétérogénéité des besoins en matière d'infrastructure et de financement, il ne convient toutefois ni de viser à une égalité de traitement aveugle, ni de déduire des droits concrets au financement⁵.

Sonder en continu les espaces de liberté et les limites de tolérance

Le cadre juridique de la liberté et de l'encouragement de la recherche ne fournit de toute évidence pas d'informations directes sur les facteurs sociaux ou spécifiques à la communication qui influencent l'atmosphère de l'enseignement et des études dans les hautes écoles. Dans quelle mesure les étudiant·e·s et les enseignant·e·s se rencontrent-ils dans le quotidien académique avec le respect et l'ouverture d'esprit nécessaires ? Dans quelle mesure les chercheuses et chercheurs se sentent-ils libres de communiquer publiquement leur expertise ou de prendre position (sur demande) dans des débats politiques ? Qui décide, et de quel droit, quelles opinions dépassent les limites de tolérance du discours scientifique ? L'enquête mandatée par l'ASSH confirme en quelque sorte l'impression de flou qui entoure la liberté académique décrite par le Tribunal fédéral en 1989. Car la manière dont nous définissons la liberté, en général et en fonction de la situation, dépend des limites que nous fixons. Les questions de savoir où se situent (ou devraient se situer) les limites de la liberté académique, comment elle peut être protégée et sur la base de quels critères elle doit être déterminée demeurent un débat social permanent. Le tableau hétérogène que dresse le sondage de l'ASSH est l'expression de ce processus de négociation aux multiples facettes.

•

5 Voir la loi fédérale sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation (LERI), art. 6. Voir en outre Kley (2004).

Références

- Borsche, Tilman (2022) : Akademische Freiheit : Orte und Regeln des freien Wortes im Wandel geschichtlicher Kontextes, Baden-Baden.
- Bundeszentrale für politische Bildung (2021) : Aus Politik und Zeitgeschichte : Wissenschaftsfreiheit, vol. 46/2021, Bonn.
- Frangville, Vanessa et al. (2021) : La liberté académique. Enjeux et menaces, Bruxelles.
- gfs.bern (2023) : Liberté académique : environnement de recherche, climat d'enseignement et culture du débat dans les hautes écoles suisses. Rapport mandaté par l'Académie suisse des sciences humaines et sociales, Berne.
<https://doi.org/10.5281/zenodo.7945736>
- Kley, Andreas (2004) : Die Wissenschaftsfreiheit (Art. 20 BV), in : Mauron, Pierre : Schweizerische juristische Kartothek : fortlaufend ergänzte Kartothek der eidgenössischen und kantonalen Rechts-, Wirtschafts-, Sozial- und Steuerpraxis nach dem neuesten Stand der Gesetzgebung und der Rechtsprechung, Genève, pp. 1-12.
<https://www.zora.uzh.ch/id/eprint/3861/>
- Özmen, Elif (2021) : Wissenschaftsfreiheit im Konflikt. Grundlagen, Herausforderungen und Grenzen, Berlin.
- Schwander, Verena (2008) : Von der akademischen Lehrfreiheit zum Grundrecht der Wissenschaftsfreiheit. Entwicklung der Wissenschaftsfreiheit in der Schweiz aus verfassungsrechtlicher Sicht, in : Müller, Rainer Albert et Rainer Christoph Schwinges : Wissenschaftsfreiheit in Vergangenheit und Gegenwart, pp. 277-305.

DOI

<https://doi.org/10.5281/zenodo.10404401>

L'auteur

En tant que collaborateur scientifique de l'ASSH, Christian Weibel s'occupe entre autres de politique scientifique et coordonne le groupe de travail sur le thème de la liberté académique.



Pleds en retschertga

«Libera nos, Gangale!»

Vom Kinderspiel zur Sprachnormierung

Silvana Derungs

«Liberamus Domino!», riefen wir, wenn wir im Fangspiel unsere in einer Ecke gefangenen Spielkameradinnen und -kameraden mit einer kurzen Handberührung befreien wollten.

Fangspiel mit Befreiungsschlag

«Ins elegia in affon che peglia ils auters ed in che fa il guardian dalla perschun, vul dir quel ha da pertgiral quels ch'ein pigliai en in cantun. Ils affons cuoran libramin entuorn; quels ch'ein vegni pigliai, ston ir el cantun. Sche quels ch'ein aunc libers vegnan da tucclar quels el cantun schend «Liberamus Domino!», lu ein quels tals liberai e san puspei cuorer entuorn. Il giug cala, cura che tuts ein en perschun.»

So habe ich das Spiel «Liberamus Domino» in Erinnerung. Die Spielbeschreibung aus dem 19. Jahrhundert kann man im Artikel «Liberamus» des Dicziunari Rumantsch Grischun (DRG) nachlesen. Zur Erklärung: Es werden ein Fänger bestimmt, der die anderen Kinder fängt, und ein Wächter, der die Gefangenen in einer Ecke beaufsichtigt. Können diejenigen, die noch frei sind, jene in der Ecke berühren und «Liberamus Domino» rufen, so können diese auch wieder frei herumrennen. Das Spiel endet, wenn alle im Gefängnis sind.

Ein gerade mal 20 Zeilen langer DRG-Artikel hat es geschafft, mich zurück in die Kindheit zu versetzen. Was dieses «Liberamus» eigentlich bedeutete, war uns Kindern schleierhaft, wohl irgendetwas mit «liberar» («befreien»). Aber immerhin tönte es durch den lateinischen Klang heldenhafter als vielleicht ein simples «libers!». Nach der DRG-Lektüre weiss ich nun, dass es sich beim Befreiungsspruch um eine Umgestaltung des lateinischen «Libera nos, Domine» («Befreie uns, o Herr») handelt. Wer hier genau aus sprachlicher Sicht rettete («liberamus») oder gerettet werden wollte («libera nos!»), war für den Spielspass irrelevant.

Sprachmagie und Sprachnormierung

Kindliche Sprache und Rettungsaktionen lieferten auch zentrale Impulse bei der Schaffung der sutselvischen Schriftsprache. Durch die unverfälschte, das heisst weder vom Deutschen noch von anderen Fremdwörtern beeinflusste Sprache der Kinder sollte das Romanische der Sutselva zunächst als Umgangssprache gestärkt werden. Diese Ideen stammten vom selbsternannten «Sprachbiologen» Giuseppe Gangale. Der italienische Philologe kam 1943 von Dänemark nach Graubünden und erhielt kurz darauf von der rätoromanischen Dachorganisation Lia Rumantscha den Auftrag, die orthografischen Normen für das Schamerromanische auszuarbeiten. Die Einwohnerinnen und Einwohner des Schams (Val Schons) mussten bis zu diesem Zeitpunkt nämlich mit dem Sursilvan als Schriftsprache vorliebnehmen. Giuseppe Gangale überzeugte die Val Schons, mit den inzwischen fast germanisierten Gemeinden am Heinzenberg (Mantogna) und im Domleschg (Tumleastga) zusammenzuspannen und eine gemeinsame Schriftsprache zu schaffen. Nur so sah er einen Weg, das Sutsilvan auch im Domleschg und am Heinzenberg zu retten. Gangale ereiferte sich und begeisterte andere für seine Wiederbelebungsaktion des Sutselvischen: Er rief die «Acziun Sutselva Rumantscha» ins Leben, gründete «scoletas» («Kleinkinderschulen») und organisierte romanische Kulturseminare mit rituellen Sitzungen. Die rätoromanischen Sprecherinnen und Sprecher sollten von ihren (zugeschriebenen) Minderwertigkeitsgefühlen befreit und wieder an die (angebliche) Ursprünglichkeit der einfachen Bauernsprache herangeführt werden, denn darin sah Gangale die grösstmögliche Nähe zum Vulgärlateinischen.

Gangales magisch-animistischen Anschauungen stiessen auch auf Skepsis und Ablehnung. Nichtsdestotrotz vermochten seine Vorschläge eine fünfte bündnerromanische Schriftsprache zu begründen. Aufbauend auf den (zentral gelegenen) Dialekt von Scharàns erarbeitete Gangale eine Deckmantelorthografie, die durch Vokalkombinationen und diakritische Zeichen vor allem den Lautunterschieden zwischen den drei Hauptdialekten

Rechnung trug. So schreibt man für «Brot» auf Sutselvisch zwar «pàn», spricht es im Schams aber «pang» aus, im Domleschg «paung» und am Heinzenberg «pöng».

Orthografische Vielfalt und Freiheitsdrang

Solche diakritischen Akzente wie in «pàn» bieten für nicht sutselvische Leserinnen und Leser womöglich einen seltsam anmutenden Anblick. In der Redaktionstätigkeit eines Dialektwörterbuchs gehören freie Verschriftlichungen von dialektalen Wörtern selbstredend zum Tagesgeschäft; in normativen Wörterbüchern jedoch sollten orthografische Idiosynkrasien nicht zu ausschweifend sein. So appellierte Andrea Schorta, Chefredaktor des DRG, 1957 an die Redaktionen der sich in Bearbeitung befindenden idiomatischen Wörterbücher, gewisse orthografische Eigenheiten zu vereinheitlichen: «So bestimmt zum Beispiel die engadinische Orthografie, *fuolla*, *muotta*, *quatter*, *guerra* zu schreiben, die surselvische aber *fuola*, *muota*, *quater*, *biala*. Aus wissenschaftlicher Sicht lassen sich Argumente für beide Lösungen anführen. Aber so ist zufälligerweise das, was im Engadin richtig ist, falsch in der Surselva und umgekehrt. [...] Wir schämen uns, in einem wissenschaftlichen Wörterbuch wie dem DRG zu sagen: *alarm* engadinisch, *allarm* surselvisch, *brantina* engadinisch, *brentina* surselvisch, denn dadurch veranschaulichen wir unseren Bündner Partikularismus [...]» (Übersetzung S.D.)

Inzwischen schreibt man gemäss der surselvischen Orthografie nun zwar auch «alarm», die anderen genannten Unterschiede bleiben aber weiterhin bestehen. Auch im Sutselvischen schreibt man «alarm», und Wörter wie «cantar» («singen») oder «cot» («Hahn») sehen für nicht sutselvische Augen ebenfalls recht normal aus. Etwas sonderbarer scheinen jedoch «cilo» («Kilo»), «zucer» («Zucker») oder «arciv» («Archiv»). Das Graphem <ce>/<ci> wird im Sutselvischen [ke]/[ki] ausgesprochen und nicht [tse]/[tʃi]. Ebenfalls ins Auge sticht ein Satz wie: «Iglis ufànts van cun lur mamas an scoleta a dar tenis an grupas da quater» («Die Kinder gehen mit ihren Müttern in den Kindergarten und spielen in Vierergruppen Tennis»), der in anderen Idiomen vorwiegend Doppelkonsonante enthalten würde (zum Beispiel auf Sursilvan «affons» oder auf Puter «iffaunts»). Manchmal kann man sich des Verdachts nicht erwehren, dass sich das sutselvische Idiom mit seinen orthografischen Eigenheiten einen Zug von Freiheit oder gar kindlicher Anarchie bewahren wolle.

Ein Freiheits-Aspekt im wahrsten Sinne des Wortes hat sich jedenfalls als lexikalisches Merkmal des Sutselvischen durchgesetzt: das Wort «fri» bedeutet «frei, uneingeschränkt» sowie im adverbialen Gebrauch «ziemlich, recht». Dass es sich hierbei um keinen ursprünglich rätoromanischen Ausdruck handelt, sondern um ein Lehnwort aus dem Schweizerdeutschen, soll der Bedeutung nicht abträglich sein. Sutselvische Sprecherinnen und

Sprecher lassen sich als solche eben durch dieses «fri» identifizieren, wenn sie in befreiter und befreiender Manier erklären: «Jou sund fri libra da scriver sco jou less» («Ich bin ziemlich frei zu schreiben, wie ich möchte»).



In dieser Rubrik befassen sich Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der vier Nationalen Wörterbücher der Schweiz assoziativ mit einem vorgegebenen Begriff. In dieser Ausgabe: «Akademische Freiheit».

Literatur

- Joël, Anne-Louise (2006): Giuseppe Gangale und der Konflikt um die Acziùn Sutselva Rumantscha, 1943–1949, in: *Annalas da la Societad Retorumantscha* 119, S. 97–130.
- Kundert, Mathias (2007): Der Sprachwechsel im Domleschg und am Heinzenberg (19. und 20. Jahrhundert). Quellen und Forschungen zur Bündner Geschichte 18, Staatsarchiv Graubünden.
- Schorta, Andrea (1962): L'avischinaziun ortografica dals idioms retorumantschs (Pled dal 1957), in: *Annalas da la Societad Retorumantscha* 75, S. 96–102.

DOI

<https://doi.org/10.5281/zenodo.10262052>

Zur Autorin

Silvana Derungs ist nicht Sutsilvana, aber Redaktorin am Institut dal Dicziunari Rumantsch Grischnun in Chur.



After the defeat of PiS: Academic freedom in Poland is heading for yet another turn

Marta Bucholc

In October 2023, the rule of the PiS-government came to an end, easing some fears of ideological influence. However, eight years of state capture has left the Polish higher education sector in a desolate condition.

It is hard not to feel frustrated when trying to assess the state of Polish academia in the last weeks of 2023. On the one hand, the elections of October 2023 brought an end to the rule of the national-conservative Law and Justice Party (Prawo i Sprawiedliwość, PiS), which had governed the country for two terms and which many, including myself, regarded as an imminent threat to academic freedom and university autonomy. Among those who opposed the PiS government's relentless promotion of a state-centred, nation-oriented and religion-based vision of academia, fears of ideological influences have been eased. On the other hand, Polish academia seems to be making yet another rapid turn in its winding post-1989 trajectory.¹

Higher education policy does not win votes

Eight years of national-conservative rule have sown a great deal of uncertainty in higher education, but also in the other levels of education, the judiciary, health care, etc. Still, political intervention has cut into university autonomy and research funding even more deeply in other countries, such as Hungary under the Orban government. Poland did not see its government seize control of state universities and politically motivated harassment of academics, although

1 For a detailed report on the state of academic freedom in Poland, see Bucholc, Marta (2022): Academic Freedom in Poland.

Zusammenfassung

Mit dem Ende der Herrschaft der PiS-Regierung (Prawo i Sprawiedliwość für «Recht und Gerechtigkeit») in Polen kam es Ende 2023 zu einem Machtwechsel. Da die Partei während ihrer Regierungszeit ein patriotisches Verständnis von Wissenschaft gefördert hat und die Universitäten weitgehend auf staatliche Finanzierung angewiesen sind, herrschte unter Akademikerinnen und Akademikern ein pragmatischer Konformismus, um Budgetkürzungen zu vermeiden. Eine Forschungsförderung, die meritokratisch geprägt ist und nur über wenig Mittel verfügt, wirkt sich insbesondere zum Nachteil der Nachwuchsforschenden aus. Gewisse Sorgen vor ideologischem Einfluss auf die akademische Forschung und Lehre im Land sind zwar angesichts des Regierungswechsels zerstreut worden, aber die acht Jahre staatlicher Vereinnahmung haben den polnischen Hochschulbereich in einem desolaten Zustand hinterlassen.

spectacular at times, has been limited in scope.² In the zero-sum game of deficits that is Polish research funding, even the substantial budgets of a number of newly established, government-friendly scientific institutions have not caused much direct damage. In fact, many had been surprised by PiS's leniency towards academia, and feared that a third term in power would see the party taking more decisive action against universities. The first signs of an increase in political pressure on academic freedom during the 2023 election year included repeated threats to cut funding for researchers studying politically unwelcome topics, such as anti-Jewish crimes committed by Poles or sexual practices incompatible with the traditional heteronormative image of the family. On the eve of the elections, PiS widely promoted its vision of «patriotic science» and promised to begin realising it as soon as it had won the elections. PiS lost, but its higher education policy was at most only a minor factor in its defeat. The issue of academic freedom and research integrity has never carried much political weight in Poland.

The politicisation of science leads to academic precarity

Now, in early December 2023, the country awaits the formation of a new government by parties that have almost no common denominator other than their opposition to PiS. And the tentative balance sheet of national-conservative rule in higher education seems to be made up, for the most

2 See Koper and Mohamadhossen (2020).



After the end of the national-conservative government in Poland, there seems to be no consensus on which direction reforms of higher education policy should take.

part, of the significant negative impact of the overt and crude politicisation of science since 2015. Every government worth its salt has an agenda in higher education: to believe otherwise would be to reproduce the neoliberal myth of impartial administration producing value-neutral efficiency. The PiS-sponsored reforms of higher education, launched in 2018 under the lofty banner of the «Constitution for Science», were also introduced in the name of neoliberalism. They were supposed to enhance the international competitiveness of Polish science and promote better management of higher education institutions by improving the quality of research and disposing of relics of the past. Instead, what followed was political hand-steering that made the fiction of merit-based, predictable science management utterly untenable.

The showdown came with issue of the report «Evaluation of the Quality of Scientific Activity» in 2022. Due to its distorted and biased assessment procedures, and in particular the absurd and flagrantly politicised rankings of scientific journals, the findings of the «evaluation of science», a state-run assessment of Poland's research institutions and institutions of higher education, seriously called into question possibility of planning for meaningful institutional development of higher education in Poland. Repeated ministerial threats to starve or simply close politically undesirable institutions as well as the few competitive, merit-based national grant programmes, with desperately low success

Résumé

La fin du règne du gouvernement PiS (Prawo i Sprawiedliwość pour « Droit et Justice ») en Pologne a entraîné un changement de pouvoir à l'automne 2023. Comme le parti a promu une vision patriotique de la science lorsqu'il était au pouvoir et que les universités dépendent largement du financement public, un conformisme pragmatique a prévalu dans le milieu académique afin d'éviter les coupes budgétaires. Un financement de la recherche de type méritocratique et disposant de peu de moyens a eu un effet particulièrement délétère sur les chercheuses et chercheurs de la relève. Certaines inquiétudes face à l'influence idéologique sur la recherche et l'enseignement académiques dans le pays ont certes été dissipées à la suite du changement de gouvernement, mais les huit années de mainmise de l'État ont laissé le domaine des hautes écoles polonaises dans un état de désolation.

rates due to insufficient funding, shook the confidence of thousands of Polish academics. Early career researchers were particularly hard hit, as the scarcity of tenured positions mean that they are usually employed in fixed-term positions dependent on third-party funding. Moreover, the significance of the state-funded grant system extends far beyond career planning: many research studies, whose expenses exceed the meagre resources of research institutes, are entirely dependent on grants. As flawed as the system may be (it reproduces the Matthew effect and operates under constant financial pressure), the prospect of its elimination was a chilling one.

Stoicism in the face of constant reform

When considering the impact of national-conservative policy making since 2015, it is important to remember that higher education in Poland is almost entirely public. As a rule, state universities do not charge tuition fees. However, student numbers are declining, and the interest of foreign students willing and able to pay to study in Poland is very moderate. Needless to say, universities do not have any endowment funds. Therefore, the lion's share of their funding comes from the state. Other sources are negligible, there is little in the way of private sponsorship of science or public-private partnerships in research. This dependence on the state reduces the resilience of the research and higher education system, and the internal solidarity of the academic community. At the same time, the negligible level of government expenditure on the research and higher education system (1.46% of GDP in 2022) and the chronically low priority given to it in political negotiations work against any significant change for the better.

This situation creates an interesting paradox: although politically marginalised, higher education has been the object of one reform or another almost constantly since the early 1990s, fuelled by «the dispositif of the reform».³ However, while the Polish higher education sector has apparently been stoically complying with the series of regulatory changes, it has at the same time proved «largely reform resistant».⁴ There have been no academic strikes in post-1989 Poland and virtually no collective opposition to the serial reforms beyond expressions of indignation in open letters to various authorities. Individual and institutional strategies have always been adapted promptly in the ever-changing legal environment. In the midst of this, there has been little promotion of the concept of academic freedom as a principle that must be actively defended against political intervention in any polity, even a democratic one. The fear of being deprived of resources tends to override all other considerations, and conformism appears to be the only viable strategy for avoiding added hardship. However, this is a conformism that does not extend beyond lip service and adaptive behaviour, which, though it can involve a significant expenditure of funds, energy and time, is always half-hearted at best.

How to build back trust after eight years of paralysis?

In December 2023, there is an overwhelming sense in the Polish academic world that the era of national-conservative threats to academic freedom has come to an end. While the academic beneficiaries of the PiS's higher education policy – and there were quite a few – may well feel frustrated, the majority of Polish academics are simply bracing themselves for change, yet again. The dismantling of the PiS-sponsored «science evaluation» system is widely expected, as is an increase in funding opportunities and an improvement in the financial prospects of those working in the academic sector, especially early career researchers. But there seems to be no consensus on the direction of further reform. Worse still, the very idea the involvement of the academic community in the reform has been compromised by the PiS, whose science ministers repeatedly rejected expert advice. For many, it will not be easy to trust the intentions of politicians. After eight years of state capture, Polish universities will take a long time to recover.

•

3 Ostrowicka, Spychalska-Stasiak and Stankiewicz (2020).

4 Antonowicz, Kulczycki and Budzanowska (2020).

References

- Antonowicz, Dominik, Emanuel Kulczycki and Anna Budzanowska (2020): Breaking the Deadlock of Mistrust? A Participative Model of the Structural Reforms in Higher Education in Poland, in: *Higher Education Quarterly* 74, pp. 391-409.
- Bucholc, Marta (2020): Schengen and the Rosary. Catholic Religion and the Postcolonial Syndrome in Polish National Habitus, in: *Historical Social Research* 45/1, pp. 153-181. <https://doi.org/10.12759/hsr.45.2020.1.153-181>
- Bucholc, Marta (2022): Abortion Law and Human Rights in Poland: The Closing of the Jurisprudential Horizon, in: *Hague Journal on Rule of Law* 14, pp. 73-99. <https://doi.org/10.1007/s40803-022-00167-9>
- Bucholc, Marta (2022): Academic Freedom in Poland, in: Roberts Lyer, Kirsten, Saliba, Ilyas and Janika Spannagel (eds.): *University Autonomy Decline: Causes, Responses, and Implications for Academic Freedom*, London, pp. 119-146. <https://doi.org/10.4324/9781003306481-9>
- Bucholc, Marta (2022): The Anti-LGBTIQ Campaign in Poland: The Established, the Outsiders, and the Legal Performance of Exclusion, in: *Law & Policy* (44/1), pp. 4-22. <https://doi.org/10.1111/lapo.12183>
- Koper, Natalia and Hamza Mohamadhossen (2020): *Academic Freedom in Poland, Russia and Hungary (a report submitted to Scholars at Risk)*, Montreal [accessed 18 August 2021].
- Ostrowicka, Helena, Justyna Spychalska-Stasiak and Łukasz Stankiewicz (2020): *The Dispositif of the University Reform: The Higher Education Policy Discourse in Poland*, London.

DOI

<https://doi.org/10.5281/zenodo.10411161>

About the author

Marta Bucholc is a professor of sociology and the director of the Centre of Figurational Studies at the University of Warsaw. Current research projects include «National habitus formation and the process of civilization in Poland after 1989: a figurational approach», funded by the Polish National Science Centre and «Abortion Figurations. Using Human Rights to Change Abortion Law», funded by the European Research Council.

